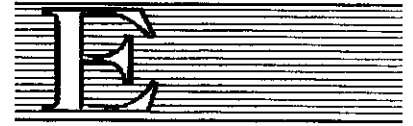




NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: LIMITEE

CEA/GSY/MUL/C.I.E./III/O6a
Mars 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation et
d'exécution des projets
(MULPOC) de Gisenyi

Troisième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts

18-22 avril 1995
Addis-Abeba (Ethiopie)

**LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE
DANS LES DEUX PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION
DU BASSIN DE LA KAGERA (OBK) : TANZANIE ET OUGANDA**

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I. INTRODUCTION..... | 1 |
| 1.1 Justification de l'étude..... | 1 |
| 1.2 Objectif spécifique de l'étude..... | 1 |
| II. CONTEXTE MACROECONOMIQUE GENERAL..... | 1 |
| 2.1 Contexte macroéconomique de la Tanzanie..... | 1 |
| 2.2 Contexte macroéconomique de l'Ouganda..... | 2 |
| III. POLITIQUE ET STRATEGIE DE PLANIFICATION AGRICOLES..... | 3 |
| 3.1 Politique et stratégie de planification agricoles en Tanzanie..... | 3 |
| 3.2 Politique et stratégie de planification agricoles en Ouganda | 7 |
| IV. RESULTATS DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE..... | 8 |
| 4.1 Production agricole en Tanzanie..... | 8 |
| a) Les cultures vivrières..... | 8 |
| b) Les cultures de rente..... | 10 |
| c) L'élevage..... | 11 |
| d) La pêche..... | 12 |
| e) Les ressources forestières..... | 12 |
| 4.2 Services d'appui à l'agriculture en Tanzanie..... | 13 |
| a) Recherche agronomique..... | 13 |
| b) Vulgarisation agricole..... | 14 |
| c) Commercialisation agricole..... | 14 |
| d) Intrants agricoles..... | 17 |
| e) Formation agricole..... | 20 |
| 4.3 Production agricole en Ouganda..... | 20 |
| a) Les cultures vivrières..... | 20 |
| b) Les cultures de rente..... | 23 |
| (c) L'élevage..... | 24 |
| (d) La pêche..... | 24 |
| (e) Les ressources forestières..... | 26 |
| 4.4 Services d'appui à l'agriculture en Ouganda..... | 28 |
| (a) Recherche agronomique..... | 28 |
| (b) Vulgarisation agricole..... | 28 |
| (c) Commercialisation agricole..... | 29 |
| (d) Formation agricole..... | 30 |
| (e) Intrants agricoles..... | 30 |
| V. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT..... | 31 |

| | | |
|-------------|--|----|
| VI. | COMMERCE INTER - ETATS..... | 32 |
| VII. | DOMAINES EVENTUELS D'HARMONISATION DES POLITIQUES AGRICOLES..... | 36 |
| VIII. | CONCLUSION..... | 37 |
| ANNEXES : I | LISTE DES RESPONSABLES RENCONTRES | |
| II | DONNEES RELATIVES A LA SECURITE ALIMENTAIRE EN TANZANIE | |
| III | PROJETS EN ATTENTE ET EN COURS VISANT A RENFORCER LA COOPERATION ENTRE LES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DU BASSIN DE LA KAGERA ET ENTRE CES ETATS ET D'AUTRES PAYS VOISINS | |

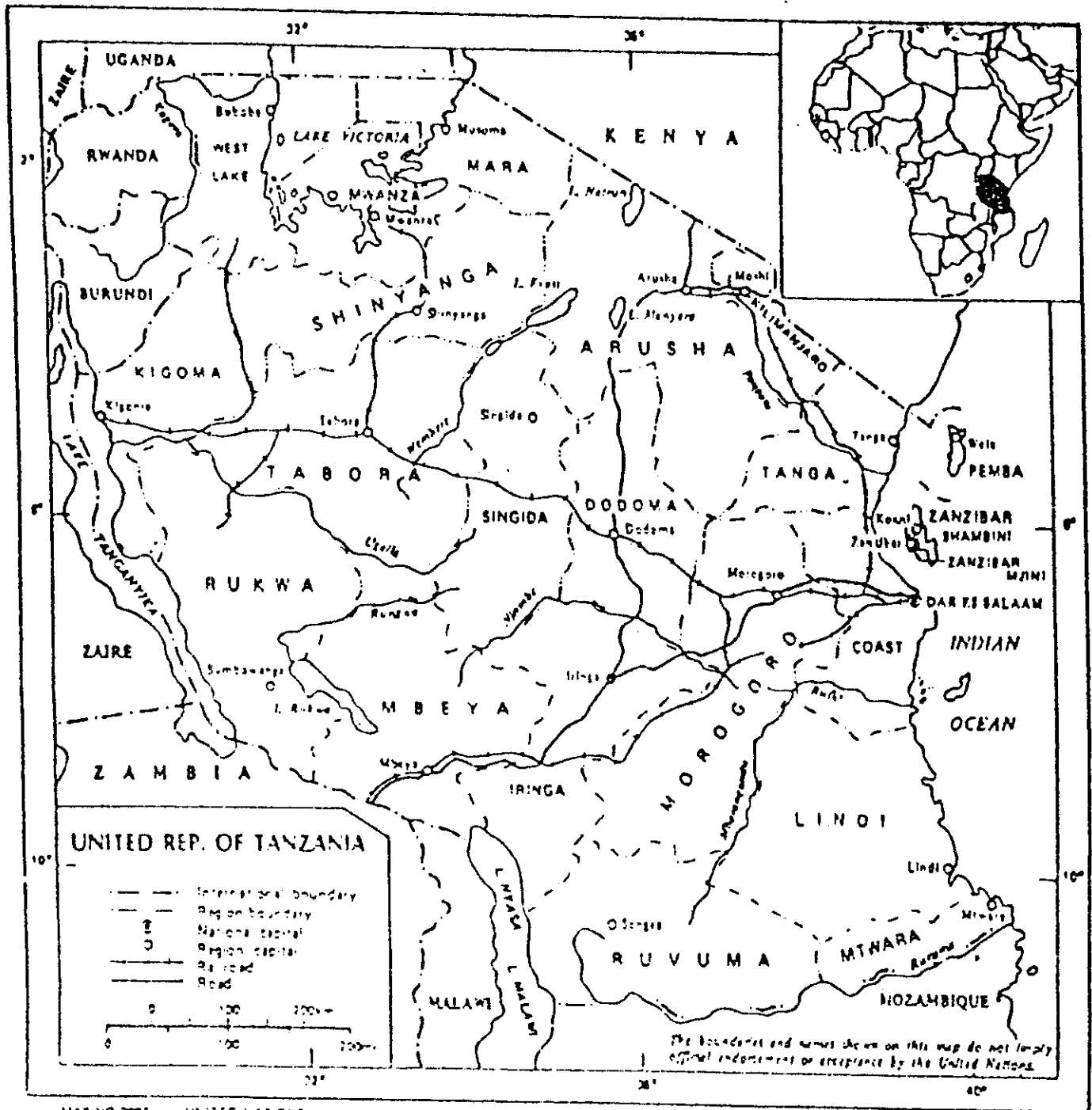
FIGURES :

1. Taux de croissance annuels moyens(%) du PNB agricole (1982-1993) par rapport au cours de l'année 1976
2. Dépenses de l'Etat en matière d'agriculture, de foresterie, et de pêche(1986-1991)
3. Indices des prix du maïs au niveau de la région des Hauts plateaux du Sud et de la Côte Nord (cours de juillet 1991)
4. Proportion de ménages utilisant divers intrants (1986-1987)
5. Production alimentaire par habitant au cours de la période 1970-1990
6. Consommation de bois de chauffage par type d'utilisation pour la période 1981-1992 (en pourcentages)
7. Fluctuation des prix à l'exportation du café en Ouganda sur de la période 1970-1991

TABLEAUX :

1. Paramètres macroéconomiques choisis de la Tanzanie (1989-1993)
2. Paramètres macroéconomiques choisis de l'Ouganda (1989-1993)
3. Production de principales cultures vivrières au cours de la période 1991/92 - 1994/95 (en milliers de tonnes)
4. Production des principales cultures de rente au cours de la période 1991/92 - 1994/95 (en tonnes)
5. Production laitière au cours de la période 1991/92 -1993/94 (en millions de litres)
6. Répartition du couvert forestier par grands types de forêt
7. Utilisation des divers intrants pour la préparation des terres (pourcentages d'exploitants ayant au moins une parcelle sous-culture)
8. Production de cultures vivrières choisies pour les années 1990-1992 (en milliers de tonnes)
9. Production de cultures de rente choisies au cours de la période 1988-1992
10. Production animale au cours de la période 1988-1992 (en milliers de têtes)
11. Superficies et altitude des principaux lacs du pays
12. Production de poisons durant de la période 1988-1992 (en milliers de tonnes)
13. Caractéristiques de la population pauvre en Tanzanie
14. Recettes d'exportation de l'Ouganda tirées des cultures traditionnelles au titre la période 1988-1992 (en millions de dollars E.-U).

TANZANIA



I. INTRODUCTION

1.1 Justification de l'étude

1. Dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, il a été demandé au Centre multinational de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) de Gisenyi d'établir un rapport sur des mesures visant à harmoniser les politiques agricoles dans les Etats membres de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK), notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. Ce rapport devrait être soumis à la prochaine réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Gisenyi.

2. Afin d'élaborer ledit rapport, le MULPOC de Gisenyi a demandé à la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture de mettre à sa disposition, un expert à même d'aider à la collecte de données de base sur les résultats enregistrés par le secteur de l'agriculture dans deux des quatre Etats membres de l'OBK, à savoir la Tanzanie et l'Ouganda. Suite à la requête du MULPOC, la Division a autorisé l'un de ses experts à effectuer une mission dans les pays concernés en vue d'entreprendre une étude sur le secteur de l'agriculture. La mission a duré du 23 février au 2 mars 1995, pour l'Ouganda et du 3 au 7 mars 1995, pour la Tanzanie. La liste des responsables rencontrés dans les deux pays est jointe en Annexe I.

1.2 Objectif spécifique de l'étude

3. L'objectif spécifique de la présente étude est de fournir des données qualitatives et quantitatives sur les volets des activités agricoles menées dans les pays. Ces données feront partie intégrante d'un rapport plus étoffé qu'élabore actuellement le MULPOC à l'intention des quatre Etats membres de l'OBK et servira à:

- (a) Evaluer les résultats d'ensemble du secteur;
- (b) Evaluer des tendances au niveau de l'offre et de la demande de produits alimentaires de base;
- (c) Evaluer le commerce inter - Etats de produits alimentaires;
- (d) Montrer l'orientation des politiques et programmes agricoles appliqués;
- (e) Définir des domaines précis au niveau du secteur en vue d'une éventuelle coopération entre les Etats;
- (f) Faire des propositions pratiques visant à l'harmonisation des politiques et à la coordination des programmes.

II. CONTEXTE MACROECONOMIQUE GENERAL

2.1 Contexte macroéconomique de la Tanzanie

4. La Tanzanie est un vaste pays, avec une population d'environ 27 millions d'habitants, dont le taux d'accroissement annuel moyen est de 3,4 pour cent. Elle a une superficie de 945 000 km² dont 883 000 km² de surface émergée. Une grande partie de cette superficie est recouverte de forêt claire, de brousse et de prairies boisées. A l'exception d'une mince ceinture s'étendant le long de la côte, une grande portion de la terre se situe à une altitude de 200 mètres au-dessus du niveau de la mer.

5. L'économie du pays traverse depuis plusieurs années, une longue période de difficultés et d'incertitude en témoignent la baisse et la fluctuation des taux de croissance économique, l'inflation galopante, le chômage en hausse, les déficits budgétaires croissant et l'aggravation des problèmes de balance de paiement. Les données ci-dessous présentent une vue synthétique de la situation macroéconomique du pays.

Tableau 1 : Paramètres macroéconomiques choisis de la Tanzanie (1989-1993)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|--|--------|--------|--------|--------|---------|
| Taux de croissance réel du PNB | 4,4 | 3,5 | 3,8 | 3,6 | 4,1 |
| Taux d'inflation annuel | 23,8 | 19,0 | 20,9 | 23,0 | 23,5 |
| Taux de change moyen (1 dollar = shT) | 154,7 | 195,6 | 216,9 | 312,5 | 411,07 |
| Dettes à long terme (en millions de dollars E.-U.) | 4 541 | 4 739 | 4 864 | 5 609 | 5 798 |
| Compte d'opérations courantes (en millions de dollars E.-U.) | -367,3 | -414,8 | -452,0 | -299,7 | -418,50 |

Source : Résultats de missions de diverses sources, Mars 1994

2.2 Contexte macroéconomique de l'Ouganda

6. L'Ouganda est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec une population d'environ 18 millions d'habitants et un revenu par habitant de 170 dollars E.-U. Pratiquement un cinquième de la superficie du pays est immergé. Etant donné l'abondance des ressources naturelles et le climat favorable, et à en juger par ses résultats économiques des années 60, l'Ouganda devrait être un pays aux vastes potentialités. En effet, déjà en 1966, le revenu par habitant de l'Ouganda, estimé à 160 dollars E.-U., était de loin supérieur à celui de la Thaïlande. Aujourd'hui, la Thaïlande a un revenu par habitant neuf fois supérieur à celui de l'Ouganda.

7. En dépit de cette situation, l'état de l'économie semble manifester une tendance à la reprise depuis 1986. Le PNB connaît une croissance soutenue, avoisinant le taux annuel de 4,7% au cours de la période 1986-1992. Alors que le secteur de subsistance représente 31% de l'activité économique, la croissance enregistrée est essentiellement le fait du secteur commercial. Bien que les conditions climatiques défavorables aient eu un effet négatif sur le développement économique, la stabilité politique régnant dans le pays contribuera, *ceteris paribus*, à accroître davantage le PNB. La situation macroéconomique générale du pays apparaît clairement à travers les données ci-dessous :

Tableau 2 : Paramètres macroéconomiques choisis de l'Ouganda (1989-1993)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|--|--------|--------|--------|---------|---------|
| Taux de croissance réel du PNB | 5,5 | 4,4 | 2,6 | 7,2 | 4,0 |
| Taux d'inflation annuel | 59,6 | 33,3 | 28,0 | 52,3 | 6,2 |
| Taux de change moyen (1 dollar = shT) | 223,1 | 428,9 | 734,0 | 1 133,8 | 1 195,0 |
| Dettes à long terme (en millions de dollars E.-U.) | 2 252 | 2 660 | 2 861 | 2 991 | N.A |
| Compte d'opérations courantes (en millions de dollars E.-U.) | -248,5 | -187,4 | -131,6 | -141,1 | -103,5 |

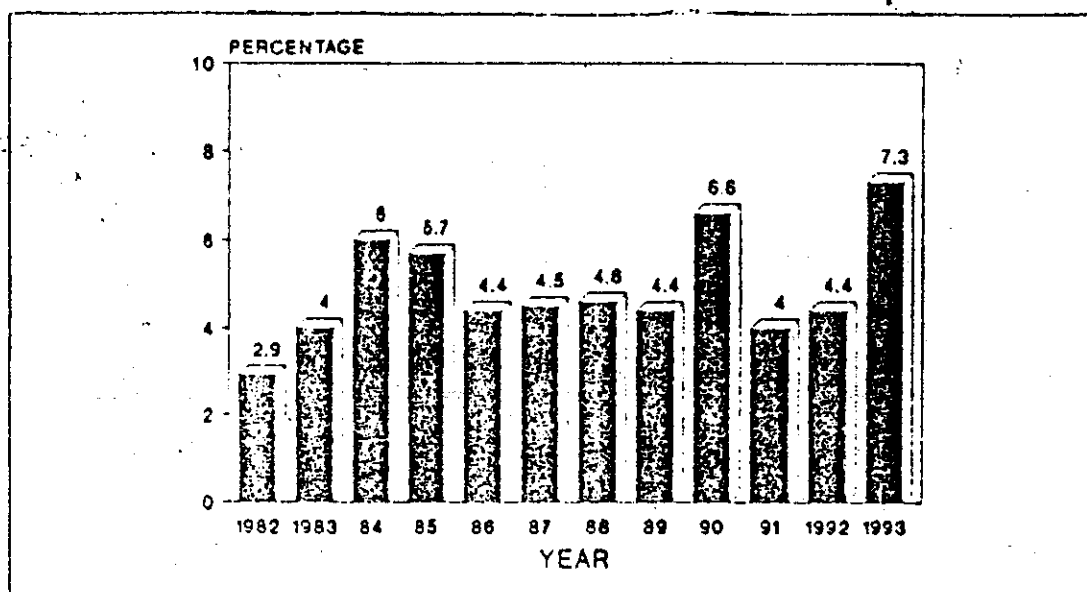
Source: Country report, The Economic Intelligence Unit, 4th quarter 1994

III. POLITIQUE ET STRATEGIE DE PLANIFICATION AGRICOLES

3.1 Politique et stratégie de planification agricoles en Tanzanie

8. Le secteur agricole joue un rôle prédominant dans l'économie de la Tanzanie. Ce secteur englobe l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière, la pêche et la chasse. Il emploie environ 85% de la population active et contribue pour environ 50% au PNB, en terme de coût de facteurs, et pour presque 75% des recettes en devises. C'est la principale source d'approvisionnement du secteur industriel en produits alimentaires et en matières premières ainsi que le principal marché pour les produits manufacturés. La figure 1 montre la croissance du PNB agricole au cours de la période 1982-1993.

Figure 1 : Taux de croissance annuels moyens (%) du PNB agricole aux prix de 1976 (1982-1993)



Source: Tanzania: Development Cooperation Report, UNDP, October 1994, p.14.

9. Conformément au plan roulant et au budget prévisionnel de la Tanzanie pour la période 1994/95-1996/97, les objectifs généraux du secteur se présentent comme suit : a) assurer l'autonomie nationale; b) accroître le niveau des revenus de la population, en particulier des pauvres des zones rurales; c) promouvoir le développement durable et la protection de l'environnement; d) accroître les recettes en devises; e) développer le secteur industriel. Dans cette stratégie, apparaît implicitement la volonté politique du pays de mener une lutte de front contre la pauvreté en milieu rural.

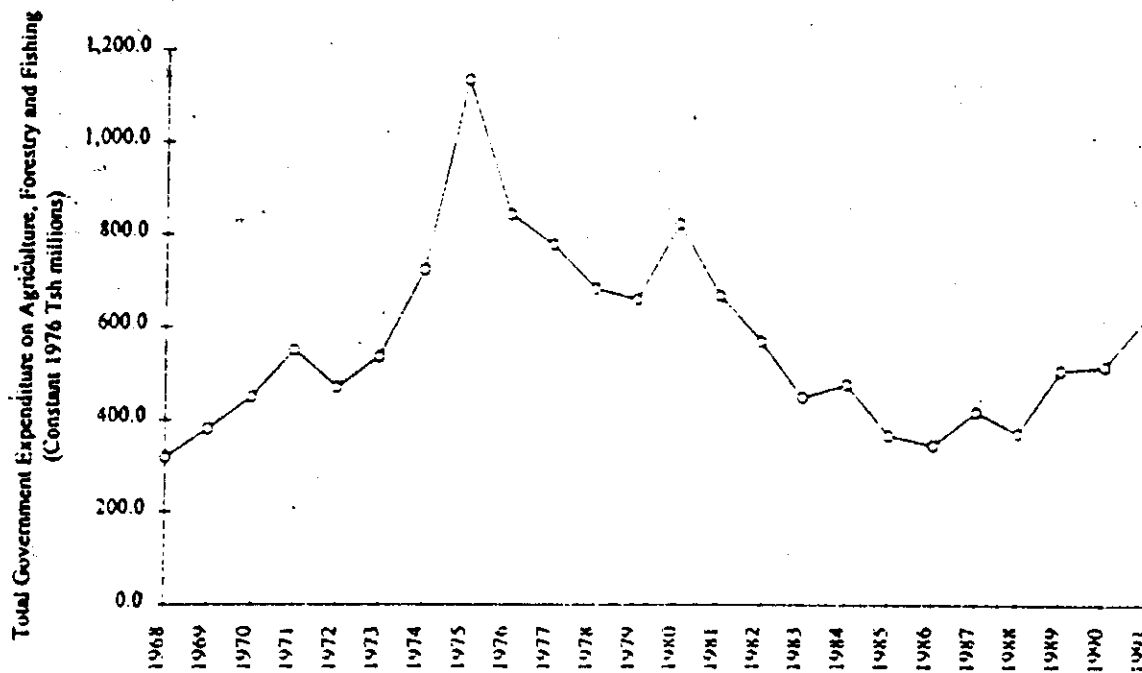
10. La politique agricole du pays pour l'année 1983, actuellement en cours de révision, souligne la nécessité de créer un environnement propre à encourager la participation du secteur privé à tous les niveaux de la production agricole. Cette politique s'articule autour des principaux axes ci-après :

- a) Augmentation de la production du secteur privé, y compris celle des petits et grands exploitants;
- b) Promotion de l'exportation des produits alimentaires et non alimentaires;
- c) Libéralisation et rationalisation de la production, de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles;
- d) Augmentation du niveau des investissements du secteur privé grâce à des incitations appropriées;
- e) Stimulation de la production des cultures non traditionnelles;
- f) Adoption de méthodes agricoles non nocives pour l'environnement et technologiquement appropriées.

11. Dans le cadre de cette politique générale et du plan directeur, la stratégie du pays met l'accent sur quelques domaines prioritaires vitaux. Ce sont : a) la modernisation des structures de vulgarisation, de recherche et de formation; b) le renforcement des mécanismes de formulation des politiques ainsi que des systèmes de données agricoles et d'information; c) la réforme des entreprises para-publiques et la rationalisation fonctionnelle du Ministère de l'agriculture et de l'élevage; d) l'amélioration de l'irrigation à petite échelle; e) la protection de l'environnement; f) la protection des végétaux et les services phytosanitaires; g) l'amélioration des services d'approvisionnement et de fourniture d'intrants; h) le renforcement et le développement des plantations de pépinières initiales; et i) la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte rapide.

12. En théorie, la politique et la stratégie de planification du pays sont judicieuses. Cependant, leur application pratique soulève de nombreux problèmes découlant d'un certain nombre d'insuffisances. D'abord, cette politique reflète une trop grande dépendance vis-à-vis du secteur privé, essentiellement orienté vers la recherche du profit et de surcroît peu disposé à combler le vide créé par le désengagement rapide de l'Etat du secteur. Les conséquences inéluctables de cette situation sont le chômage croissant, l'augmentation de la pauvreté et la baisse des allocations de ressources au secteur. La Figure 2 montre la tendance des dépenses de l'Etat au niveau du secteur au cours de la période 1986-1991.

Figure 2: Dépenses de l'Etat en matière d'agriculture, de foresterie et de pêche (1986-1991)



Source : Tanzania : Agriculture Sector Memorandum, Volume II, World Bank, 29 July 1994, p.57.

13. L'autre faiblesse de la stratégie réside dans la pauvreté de sa base de données. La cause en est la circulation restreinte de l'information tant au sein des ministères, des organisations non gouvernementales, des institutions donatrices bilatérales et multilatérales et même des organisations intergouvernementales, qu'entre ceux-ci du fait en partie de la coordination inadéquate des activités connexes et du manque de connaissances précises quant aux types de données de sources principale et secondaire produites à l'intérieur du pays et requises à l'extérieur.

14. Ajouté à cela, l'insuffisance de fonds et de personnel qualifié et suffisamment motivé constitue un sérieux handicap. C'est particulièrement le cas au niveau de la formulation et de l'analyse des politiques agricoles, de l'évaluation et du suivi des projets ainsi que de la collecte, de la compilation et du traitement des données agricoles. Cette situation est aggravée d'une part, par la participation limitée de la communauté au processus d'élaboration des politiques et plans aussi bien qu'à leur mise en oeuvre aux niveaux régional et local et d'autre part, par l'échec manifeste des mécanismes législatifs à servir de moyens de dissuasion assez efficaces pour les personnes ou les institutions qui entravent la réalisation des objectifs de développement dans les domaines, tels que la conservation et l'exploitation des ressources naturelles y compris les forêts, les eaux, les terres et la faune.

3.2 Politique et stratégie de planification agricoles en Ouganda

15. A l'instar de la Tanzanie, le secteur agricole joue un rôle vital dans le développement économique de l'Ouganda, car il fournit plus de 55% du PNB enregistré et emploie près de 80% de la population active. L'activité économique de base se déroule essentiellement sur les terres dans les zones rurales. Cela s'explique par le fait que le pays est doté de terres fertiles et d'une pluviométrie bien répartie tout au long de l'année.

16. L'essentiel de la politique et la stratégie de planification agricoles de l'Ouganda se résume à la diversification des cultures afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des exportations de café comme sources de devises. A cette fin, le gouvernement a pris des mesures incitatives intéressantes notamment la suppression des taxes à l'exportation et l'autorisation donnée aux exportateurs des produits non traditionnels, tels que les produits de l'horticulture, de conserver toutes leurs recettes d'exportation. Cette stratégie semble avoir produit de bons résultats. En effet, la récente stratégie de développement sectoriel à moyen terme (1991-1995) reconnaît le rôle moteur que le secteur agricole continue de jouer dans le développement économique. Les objectifs spécifiques assignés au secteur sont les suivants :

a) Accroître les rendements par l'adoption d'une technologie appropriée issue d'instituts de recherche et de vulgarisation agricoles renforcés;

(b) Promouvoir la diversification accrue des cultures d'exportation en mettant en place des systèmes compétitifs de transformation et de commercialisation des produits agricoles grâce à des réformes institutionnelles, à des incitations à l'exportation plus intéressantes, à des prix à la production rémunérateurs et à une utilisation judicieuse des ressources;

(c) Assurer la stabilité financière par le contrôle de l'expansion du crédit en mettant en place davantage de mécanismes institutionnels pour l'achat des récoltes et la restructuration financière des intermédiaires commerciaux;

(d) Accroître les possibilités d'emploi et atteindre l'autosuffisance alimentaire.

17. Presque toutes les critiques formulées à l'encontre de la politique et de la stratégie de planification agricoles de la Tanzanie s'appliquent également dans le cas de l'Ouganda. La dépendance vis-à-vis du secteur

privé pour le développement de l'agriculture est encore plus prononcée, le rôle du secteur public n'étant maintenant limité qu'à celui de simple fournisseur de services d'appui à l'agriculture tels que la recherche, la vulgarisation et la formation. Il ne serait pas erroné d'affirmer que le taux de privatisation dans le pays avoisine les 100%.

18. La stratégie met relativement plus d'accent sur l'expansion des superficies cultivées plutôt que sur l'augmentation de la productivité comme stratégie de développement agricole durable. Le revers de cette politique c'est d'encourager, à terme, les planteurs à entamer les ressources naturelles existantes, accélérant ainsi la dégradation de l'environnement. La stratégie de désengagement du développement agricole de l'Etat a entraîné l'interruption ou la révision de nombreux projets agricoles autrefois mis en oeuvre par le secteur public, ce qui a entraîné un syndrome de dépendance à l'égard de l'extérieur en matière de financement, et ce dans une période de transition marquée par un sentiment de désarroi et un bouleversement des activités du secteur.

IV. RESULTATS DU SECTEUR AGRICOLE

4.1 Production agricole en Tanzanie

(a) Cultures vivrières

19. La production de vivriers est une activité prédominante dans l'économie agricole de la Tanzanie. Elle contribue pour environ 63% au PNB du secteur et représente 85% de la superficie cultivée annuellement. Pratiquement 58% de la superficie cultivée annuellement sont consacrés aux céréales et 16% aux tubercules et racines. La grande partie de la récolte émane des petits exploitants cultivant des parcelles d'une superficie moyenne de 0,25 à 0,50 ha. Au nombre des produits les plus importants cultivés se trouvent le maïs, le manioc, le paddy, le blé, le mil, la banane, le sorgho, la patate douce, le haricot, les doliques et les oléagineux. Le Tableau 3 présente un aperçu général des tendances de la production des principales cultures vivrières au cours de la période 1991/92-1994/95.

Tableau 3 : Production des principales cultures vivrières au cours de la période 1991/92-1994/95 (en milliers de tonnes)

| Année | | | | |
|------------|---------|---------|---------|------------|
| Cultures | 1991/92 | 1992/93 | 1993/94 | 1994/95 1/ |
| Maïs | 2 226,0 | 2 282,0 | 1 813,0 | 2 797,0 |
| Paddy | 392,2 | 641,0 | 634,0 | 486,0 |
| (riz) | (255,0) | (416,7) | (412,0) | - |
| Sorgho/Mil | 8 850,0 | 929,4 | 882,0 | 1 039,0 |
| Blé | 64,0 | 59,4 | 38,0 | 81,0 |
| Haricots | 321,0 | 405,8 | 224,0 | 562,0 |
| Manioc | 1 777,6 | 1 708,2 | 1 693,0 | 1 744,0 |
| Patates | 257,0 | 260,0 | 257,0 | 324,0 |

1/ Estimations.

Source : United Republic of Tanzania, Planning Commission, The Rolling Plan and Forward Budget for Tanzania (1994/95- 1996/97) Volume I, July 1994, p.29.

20. On estime actuellement que la récolte de céréales pour la période 1993/94 a chuté à 3,1 millions de tonnes. Ce chiffre est inférieur d'environ 7% à celui de la campagne précédente (1992/93). Selon les estimations publiées par le Système d'alerte rapide régional de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), vers fin mai 1994, le pays enregistrerait un déficit céréalier d'environ 881 000 tonnes au cours de la campagne 1994/95.

21. Plus de 50% de ce déficit serait comblé par des denrées alimentaires de substitution (principalement le manioc et la banane) et le reste, par les importations et l'aide alimentaires. Cependant, le volume prévu des importations régulières d'alors n'excédait pas 40 000 tonnes. Vers le milieu de l'année 1994, près de 600 000 tanzaniens avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence, sans oublier les besoins alimentaires des 350 000 réfugiés rwandais récemment arrivés dans le pays. Le Programme alimentaire mondial avait, par conséquent, lancé un appel à la communauté internationale en vue d'obtenir 300 000 tonnes d'aide alimentaire pour satisfaire les besoins du pays.

22. L'incidence de cette situation sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaires du pays est très claire. Avec une production alimentaire par habitant en recul, une population sans cesse croissante, un chômage en hausse, des revenus en baisse et une inflation galopante (et donc une flambée des prix des denrées alimentaires), la capacité du pays à réaliser l'autosuffisance et la sécurité alimentaires paraît illusoire.

23 S'il est souhaitable que le secteur privé contribue à résoudre les problèmes alimentaires, le manque de capitaux d'investissement et la lente expansion dudit secteur peuvent cependant constituer un obstacle majeur à court terme. Cela pourrait aggraver la situation des personnes ne jouissant pas de sécurité alimentaire, en particulier les pauvres qui constituent 85% de la population rurale du pays. L'annexe II présente les problèmes majeurs du pays en matière de sécurité alimentaire, leurs causes et des mesures permettant d'y faire face directement.

(b) Cultures de rente

24. Les cultures de rente produites dans le pays peuvent se répartir en deux catégories. La première comprend les cultures d'exportation traditionnelles, notamment le café, le coton, le sisal, le thé, les noix de cajou, le tabac et la poudre de pyrèthre. La seconde comprend les cultures non traditionnelles dont l'arachide, les doliques (pois chiches), le raisin, le tournesol, le soja, le ricin, le cardamone, le sésame, les palmistes et le copra. Le pays dépend, dans une large mesure, de l'exportation des cultures traditionnelles qui lui fournissent 45 à 50% de ses recettes d'exportation. En dépit du retrécissement de leur part dans le montant total des recettes d'exportation depuis le milieu des années 80, les exportations de café, de coton, de thé et dans une moindre mesure, de tabac, de sisal et de poudre de pyrèthre, continuent de jouer un rôle significatif. Le Tableau 4 présente la production de cultures de rente pour la période 1991/92-1994/95.

Tableau 4 : Production des principales cultures de rente au cours de la période 1991/92 - 1994/95 (en tonnes)

| Années Cultures | 1991/92 | 1992/93 | 1993/94 | 1994/95 ¹ |
|--------------------|---------|---------|---------|----------------------|
| Café | 47 979 | 57 867 | 44 905 | 65 000 |
| Coton | 267 000 | 305 862 | 264 792 | 420 000 |
| Sisal | 35 662 | 24 209 | 30 498 | 42 000 |
| Thé | 19 700 | 21 074 | 16 571 | 21 000 |
| Noix de cajou | 42 425 | 33 000 | 46 598 | 64 000 |
| Tabac | 16 240 | 18 752 | 17 500 | 24 000 |
| Pyrèthre | 2 478 | 2 700 | 1 819 | 2 500 |

Sources : United Republic of Tanzania, Ministry of Agriculture, Comprehensive Food Security Programme, Vol I, 1992, p.30.

25. Au cours de la période 1965-1985, le secteur des exportations agricoles a connu un certain marasme. En conséquence, la production de la plupart des cultures d'exportation n'a cessé de baisser. Cependant, la tendance à la baisse de la production des cultures de rente a été plus ou moins freinée depuis la mise en place par le pays d'une politique de libéralisation et de diversification. Comme le montre le Tableau 4, la production de la plupart des cultures de rente marque une tendance à la hausse depuis 1991/92. Les années 1993 et 1994 ont été exceptionnelles en raison des conditions climatiques défavorables (en particulier la sécheresse) qui ont entraîné une baisse non seulement de la production des cultures de rente, mais également de celle des cultures vivrières.

26. Au cours de la même période, des améliorations ont été notées au niveau de la production des cultures d'exportation non traditionnelles, notamment l'arachide, les doliques, le tournesol et le soja. La récolte d'arachides pour les années 1994/95, par exemple, est estimée à 153 000 tonnes contre 141 300 tonnes pour 1992/93.

¹ Estimations

c) Élevage

27. Le cheptel de la Tanzanie est principalement constitué de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins et de volaille. Le sous-secteur génère un quart du PNB agricole, la viande bovine contribuant pour environ 40%, le lait pour 30%, et les ovins et la volaille pour les 30% restants. En plus de sa contribution substantielle au PNB, l'élevage fournit également la traction animale pour la culture et le transport ainsi que du fumier pour l'amendement des sols et le chauffage, et confère aux propriétaires de bétail un statut social au sein de la communauté. Les produits dérivés tels que les peaux et cuirs sont également très utiles. La contribution globale du sous-secteur au PNB général est estimée à 10%.

28. La réduction des pâturages ainsi que les problèmes chroniques de ressources en eau n'ont pas permis au sous-secteur d'enregistrer des résultats satisfaisants. Par conséquent, les niveaux escomptés de production de viande, de lait et de volaille n'ont pu être atteints. En dépit de cette situation, une faible amélioration a été enregistrée au niveau de la production de viande (bovins et volaille). Au cours de la période 1991-1993, cette production est passée de 211 000 tonnes à 223 000 tonnes, ce qui représente une augmentation de la consommation annuelle par habitant de 6,9 à 8,4 kgs.

29. Des améliorations similaires ont été enregistrées au niveau de la production de lait et des produits dérivés tels que le beurre. La grande partie de cette croissance émane du secteur traditionnel. La production globale de lait en 1991 a été estimée à 525 millions de litres, dont 80% produit par le secteur traditionnel essentiellement pour l'auto-consommation. Au cours de la période 1991-1993, la production est passée à 600 millions de litres, ce qui représentait une croissance moyenne de la consommation annuelle par habitant de 21,4 à 23,2 litres. Le pays est encore loin d'être autosuffisant. Le Tableau 5 donne un aperçu de la production de lait durant la période 1991/92 - 1993/94.

Tableau 5 : Production laitière au cours de la période 1991/92-1993/94 (en millions de litres)

| Années | | | |
|-----------------------------|---------|---------|---------|
| Production laitière | 1991/92 | 1992/93 | 1993/94 |
| Lait - secteur traditionnel | 375 000 | 385 000 | 390 000 |
| Lait - bétail amélioré | 150 000 | 200 000 | 210 000 |
| Production totale | 525 000 | 585 000 | 600 000 |

Source : Résultats de missions de sources diverses, mars 1995

30. Hormis la sécheresse et la pénurie d'aliments pour animaux, notamment de pâturages riches, d'autres facteurs entravent le développement de l'élevage. Au nombre de ceux-ci, figurent la réduction des ressources allouées au sous-secteur, les politiques défavorables en matière de droits de propriété sur les pâturages, la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, la dégradation des infrastructures, la hausse des prix des produits vétérinaires et des vaccins ainsi que la prévalence des maladies telles que la peste bovine, la trypanosomiase et la pneumonie bovine contagieuse.

d) Pêche

31. Les potentialités du pays en matière de production de ressources halieutiques résident dans la pêche marine et en eau douce ainsi que dans l'aquaculture ou la pisciculture. Diverses espèces de poissons se capturent dans le pays, mais les plus importantes sont la perche du Nil et le tilapia. La production de la pêche en eau douce tourne autour de 223 000 tonnes tandis que celle de la pêche côtière est de 60 000 tonnes. Les ressources halieutiques exploitées à ce jour ne représentent qu'une fraction du potentiel du pays. Le sous-secteur fournit de la protéine, offre des possibilités d'emplois et rapporte des devises. D'une manière générale, l'industrie est aux mains de pêcheurs traditionnels qui utilisent des méthodes primitives, et d'à peine 5% d'opérateurs modernes.

32. Une amélioration négligeable a été enregistrée au niveau de la production de poissons. Au cours de la période 1990/91 - 1993/94, le taux global de capture de poissons a chuté de 10 à 7%. Devant cette situation, des mesures ont été prises pour accroître le rendement du sous-secteur. Ces mesures comprennent l'amélioration de la collecte des données par le biais de l'introduction d'une technologie moderne de traitement et d'analyse de données ainsi que la mise en place de capacités connexes.

33. Comme on peut s'y attendre, le sous-secteur de la pêche est handicapé par de nombreux facteurs. Les plus importants sont des problèmes associés à un équipement inapproprié, au manque de pièces de rechange, au mauvais équipement des stations de débarquement, à l'insuffisance des ressources nécessaires aux investissements et à l'absence d'une politique propice.

34. L'introduction d'espèces de poissons exotiques et destructeurs ainsi que l'épuisement des réserves de poissons dû à une surexploitation des eaux territoriales côtières et des lacs comme le Lac Victoria constituent également des obstacles graves. A cela, il faudrait ajouter la pollution marine et la prolifération transfrontière des espèces d'herbes nocives telles que la jacinthe d'eau douce.

e) Ressources forestières

35. Quasiment 44 millions d'hectares (environ 40% du pays) sont recouverts de forêt, dont plus de 90% de forêts claires. Environ 1,6 million d'hectares sont classés comme forêts de captation des eaux (non-miombo). Les forêts claires, qui relèvent en grande partie du domaine public constituent un cadre privilégié pour les activités agricoles. Le sous-secteur fournit 90% du combustible utilisé à la fois en milieu rural et urbain. Le Tableau 6 donne la répartition du couvert forestier du pays par type de forêt.

Tableau 6 : Répartition du couvert forestier par grands types de forêts

| Type de forêts | Superficie (en milliers d'hectares) |
|------------------------------|-------------------------------------|
| - Forêt (autre que mangrove) | 1 400 |
| - Mangrove | 80 |
| - Forêt claire | <u>42,891</u> |
| Total | 44,371 |

Source : Commission de la planification, Dar-es-Salaam, mars 1995

36. Comme dans les autres pays africains, le sous-secteur forestier en Tanzanie continue de jouer son rôle traditionnel, à savoir fournir du bois de feu et une gamme variée de produits et services forestiers non dérivés du bois. Ce secteur fournit l'habitat pour une flore et une faune riches, entretient les processus écologiques et biophysiques nécessaires à l'équilibre de l'environnement, protège la diversité biologique et contribue à la production agricole. Dans le cadre du Plan d'action en faveur de la forêt tropicale du pays, 530 000 hectares de forêts situés dans une zone de captage et 116 000 hectares de mangrove sont en voie d'aménagement et de mise en valeur en vue d'assurer le captage des eaux et la pérennité de l'environnement. Les campagnes de plantation d'arbres et de reboisement ont abouti à une couverture annuelle de 250 000 hectares.

37. Le sous-secteur est confronté à plusieurs des problèmes mentionnés plus haut dans divers paragraphes. Les autres problèmes sont l'inefficacité des industries du bois, une infrastructure insuffisante, une législation foncière inappropriée, une administration fragmentée à tous les niveaux, les feux de brousse, l'insuffisance des plants et semences et la faible ou la non participation de la communauté aux stratégies de mise en valeur et de protection de la forêt. L'expansion des activités agricoles, la surexploitation des ressources en bois et les activités humaines connexes ont également contribué à l'aggravation du problème de déboisement. La superficie des terres subissant la déforestation chaque année est estimée à entre 130 000 et 500 000 hectares.

4.2 Services d'appui à l'agriculture en Tanzanie

a) Recherche agronomique

38. Suite à la Déclaration d'Arusha en 1967, le secteur de la recherche fut réorganisé en quatre structures paraétatiques : la "Tanzania Agricultural Research Organization (pour les cultures)", la "Tanzania Livestock Research Organization" (pour l'élevage), la "Tanzania Pesticides Research Institute" et le "Uyole Agricultural Centre for Agriculture in the Southern Highlands". La recherche agronomique est également menée par les universités, des instituts privés et des entreprises agricoles paraétatiques. En 1989, le secteur de la recherche du pays fut de nouveau réorganisé pour aboutir à sa structure actuelle, les entreprises paraétatiques chargées de la recherche agronomique et animale étant intégrées au Ministère de l'agriculture sous la désignation de Département de la recherche et de la formation.

39. De nouvelles stratégies sont en voie d'élaboration en vue d'améliorer et de mieux réorganiser le secteur de la recherche, en mettant un accent sur l'efficacité en matière d'opérations financières, la rationalisation des travaux de recherche, la restructuration, l'efficacité en matière de gestion et des priorités de recherche clairement définies. Dans ce cadre, la priorité absolue est accordée en matière de recherche sur les cultures au café, au coton, au riz et au thé. La seconde priorité revient aux plantes à racines et tubercules, au haricot, aux céréales, aux légumineuses, aux oléagineux, au maïs ainsi qu'aux légumes (principales cultures vivrières) et aux domaines connexes où l'amélioration de la productivité aurait un impact des effets notables pour l'état nutritionnel des populations et pour la lutte contre la pauvreté. La troisième priorité est donnée aux cultures alimentant l'industrie agro-alimentaire telles que la canne à sucre, le cajou, la noix de coco, le mil, la poudre de pyrèthre, le sorgho, le sisal, le tabac, le blé et l'orge.

40. En ce qui concerne le développement de l'élevage, la priorité absolue est accordée à l'accroissement du rendement en matière de production de viande et de lait des ruminants, au niveau des stations de Mpwapwa, Konga et Tanga. Les activités de recherche concernent l'alimentation du bétail, l'utilisation des résidus et produits dérivés des récoltes, l'amélioration des cultures fourragères et des pâturages, les compléments minéraux de faible coût, les traitements vétérinaires à caractère prophylactique et l'identification de races mieux adaptées à l'environnement local. Une attention particulière est également portée au travail de recherche sur les maladies des animaux, notamment la trypanosomiase et la peste bovine. Les activités de recherche en matière de pêche sont quasi-inexistantes.

41. Le succès de la recherche agronomique semble être compromis par un certain nombre de facteurs. Le système souffre d'un financement insuffisant et cette situation pourrait s'aggraver avec le désengagement progressif de l'Etat des activités de développement à venir. Etant donné le nombre important des acteurs au niveau du programme de recherche, les activités tendent à être fragmentées et non coordonnées. Jusqu'à l'avènement de la récente stratégie qui délimite les activités susmentionnées, les programmes de recherche agricole et zootechnique souffraient d'un manque de centre d'intérêt et d'orientation précis. En outre, la mauvaise gestion, la dépendance accrue vis-à-vis des experts étrangers et le manque d'infrastructures appropriées, d'outils et d'équipements de recherche ont toujours été de sérieux obstacles.

b) Vulgarisation

42. La vulgarisation agricole est l'une des attributions majeures du ministère de l'agriculture et occupe 7500 agents sur un effectif de 9400. Sur les 8800 villages que compte le pays, un sur deux est doté d'un agent vulgarisateur rural résident. Les efforts de vulgarisation agricole, notamment en matière d'élevage ont englouti 42% du budget du ministère en 1992 et en 1993, contre 30% en 1991. La vulgarisation des technologies améliorées et la fourniture d'assistance aux petits exploitants engagés dans l'agriculture commerciale ont, de tout temps, constitué les tâches primordiales du Ministère.

43. Depuis 1988, des efforts substantiels ont été faits en vue de mettre en place un système unifié de vulgarisation à travers une nouvelle méthodologie de formation et d'encadrement introduite dans 13 des 20 régions du pays. En conséquence, près de 4400 vulgarisateurs ruraux furent formés à la nouvelle méthodologie. Le ratio vulgarisateurs sur le terrain - agriculteur (taux de vulgarisation) dans les 13 régions est approximativement de 1 pour 450.

44. Néanmoins, le système de vulgarisation demeure toujours paralysé sur le plan opérationnel. Des services spécialisés du Ministère ont été incapables de satisfaire effectivement des demandes spécifiques d'encadrement technique dans les domaines tels que l'irrigation, les services vétérinaires, la mécanisation de l'agriculture et la protection des végétaux, la principale raison étant l'insuffisance des financements et des compétences techniques, sans oublier le moral bas et partant, la négligence professionnelle. Par ailleurs, la courroie de transmission entre les autorités centrales et les agents vulgarisateurs sur le terrain semble être brisée, ce qui empêche une circulation régulière de l'information, à destination et en provenance des vulgarisateurs sur le terrain. En outre, le lien entre la vulgarisation et la recherche est très faible et la participation des femmes aux activités de vulgarisation à un niveau supérieur est insignifiante.

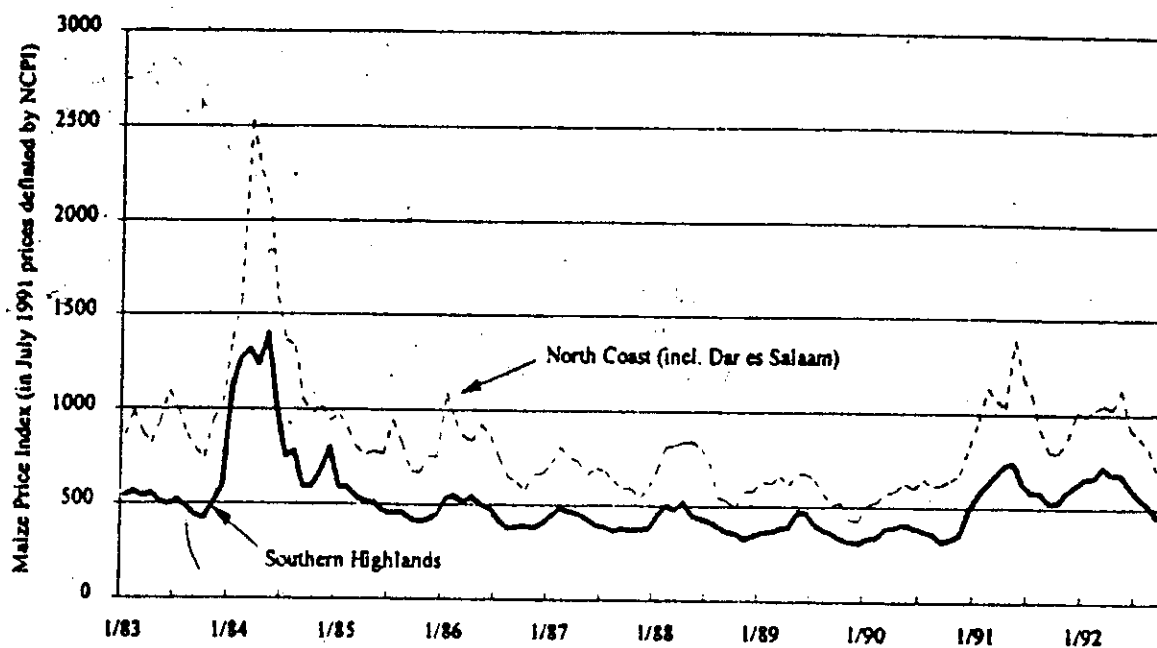
c) Commercialisation des produits agricoles

45. Avant 1986, le système de commercialisation des produits agricoles était caractérisé par un circuit unique. La National Milling Corporation (NMC) jouissait, par exemple du monopole légal en matière d'achat, de transformation et de distribution des principales denrées de base. Les opérateurs privés n'étaient officiellement pas autorisés à faire du commerce. Néanmoins, la part du marché du maïs supposée détenue par les opérateurs privés a enregistré une baisse de 65 à 75 %, tandis que la part du marché du paddy a enregistré une hausse de près de 90 %.

46. Les mécanismes de fixation des prix adoptés par l'Etat visaient à garantir des prix stables et rémunérateurs aux producteurs tout en maintenant les prix à la consommation à un niveau artificiellement bas. Les prix devaient être identiques sur toute l'étendue du territoire afin d'éviter des différences régionales ou entre les zones urbaines et les zones rurales. Les subventions étaient substantielles et le système d'établissement des prix n'était pas "indexé" sur les cours internationaux, ce qui a effectivement rompu le lien entre les prix nationaux et les variables macro-économiques telles que l'inflation, les taux de change et les taux d'intérêt.

47. Depuis 1986, des mesures vigoureuses ont été prises en vue d'éliminer les distorsions inutiles du marché. Les subventions ont été retirées. Les interdictions frappant la circulation des céréales ont été levées. La commercialisation du manioc et des céréales ainsi que du sorgho et du mil a été autorisée à tous les niveaux. En 1989, le système de circuit unique de commercialisation a été supprimé et remplacé par un système libéral dans lequel le secteur privé joue à présent, un rôle de catalyseur. L'une des conséquences des mesures de libéralisation a été la réduction des différences de prix entre les régions consommatrices comme la Côte Nord (dont fait partie Dar-es-Salaam) et la région à excédents des hauts plateaux du Sud. C'est ce qui ressort de la figure 3 qui présente l'indice des prix du maïs pour ces régions.

Figure 3 : Indice des prix de maïs au niveau de la région des hauts plateaux du Sud et de la Cote Nord (cours de juillet 1991)



Source : Tanzania Agricultural Sector Memorandum, World Bank, 29 July 1994, p.141

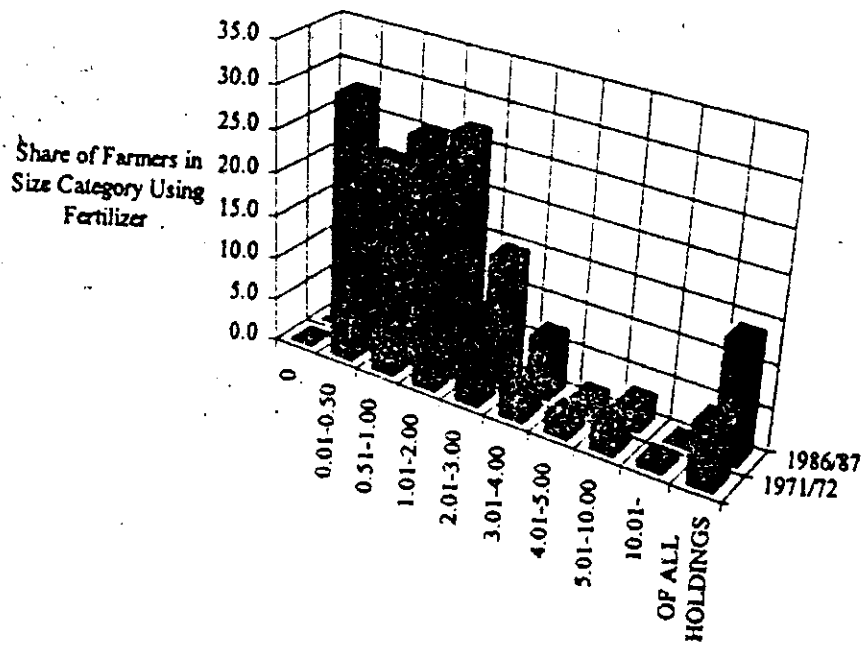
48. Bien que les mesures de libéralisation aient produit des résultats positifs, particulièrement l'élimination des obstacles administratifs caractéristiques des systèmes d'économie dirigée, il existe encore une multitude de problèmes nécessitant une intervention urgente. En premier lieu, le système de production de subsistance ne dégage toujours pas d'excédents pour la commercialisation. Même si un tel excédent était enregistré, le niveau de la demande effective pourrait être insuffisant en raison de la baisse des revenus réels et de la hausse des prix occasionnées par l'inflation galopante.

49. Hormis ces facteurs, le réseau de transport reliant les régions de production et de consommation se trouve dans un état déplorable. Les infrastructures de conservation et de transformation font défaut. Les véhicules deviennent vieillissants. Les wagons de train sont rares. Les pièces de rechange continuent d'être onéreuses. Les ports sont congestionnés et gérés de manière inefficace. Tous ces facteurs réduisent la capacité du système à fonctionner efficacement et entraînent des pertes considérables de produits alimentaires, en particulier lors de la commercialisation du poisson et des produits de l'élevage tels que le lait qui nécessite beaucoup de délicatesse quant à son traitement, à sa conservation et à sa transformation. Les pertes enregistrées à ce niveau sont estimées à 30%, tandis que celles des céréales sont supposées être inférieures.

d) Intrants agricoles

50. En Tanzanie, les agriculteurs utilisent divers types d'intrants. Selon une récente enquête par échantillonnage, environ 14% des agriculteurs utilisent des engrais chimiques, 27% des semences améliorées, 12% des insecticides ou pesticides et 24% du fumier de basse-cour. D'autres types d'intrants tels que les cannes à pêche, les vaccins et les produits vétérinaires sont également utilisés. La Figure 4 montre la proportion de ménages qui ont utilisé divers intrants au cours de la période 1986-87.

Figure 4 : Proportion de ménages utilisant divers intrants (1986-1987)



Proportion d'agriculteurs par catégories d'exploitation utilisant de l'engrais

Source : Tanzania : Agricultural Sector Memorandum, Vol.II World Bank, 29 July 1994, p.115

51. Les principaux engrais utilisés sont inéluctablement le sulfate d'ammonium (SA), le calcium ammonium nitrate (CAN), l'urée et le triple superphosphate (TSP). L'application de l'engrais est fonction des niveaux de revenus, du degré d'instruction et de la taille de l'exploitation. Au cours de la période 1974-1991, l'utilisation de l'engrais a augmenté à un taux annuel de 3,4%. Au cours de la campagne de 1991-1992, la quantité d'engrais utilisée était estimée à 46 000 tonnes. Plus de 70% de l'engrais est utilisé dans les hauts plateaux du Sud, principalement pour la culture du maïs. Une autre proportion de 10% des approvisionnements est utilisée à Tabora et à Ruvuma pour la culture du tabac. Le reste est utilisé pour la production du maïs, du thé, du coton et parfois du café.

52. Les produits chimiques agricoles, principalement les fongicides, les insecticides et les herbicides, sont utilisés pour la culture du café et du coton. Ils sont également utilisés à un degré moindre, pour d'autres cultures telles que le tabac, le thé, les produits de l'horticulture, les céréales et les noix de cajou. Une certaine quantité de semences sélectionnées (principalement le maïs) est également utilisée. Celles-ci représentent environ 2% des semences plantées. Les types d'intrants utilisés dans le secteur de l'élevage sont les médicaments, les vaccins et l'acaricide. Environ 70% des terres arables du pays sont cultivées de manière artisanale, à la houe, 20% à la charrue et 10% de manière mécanisée. L'utilisation de la houe et des charrues est, de toute évidence, plus importante à travers le pays que celle des tracteurs comme le montre le Tableau 7.

Tableau 7 : Utilisation des divers instruments pour la préparation des terres (pourcentage d'exploitants ayant au moins une parcelle sous-culture)

| Système de culture | Zone | tracteurs | Charrue | Manuel |
|---------------------------------|---|-----------|---------|--------|
| Cajou/Manioc | Côte Sud (Newala) | 0 | 1 | 99 |
| Maïs, café, bétail | Hauts plateaux du Sud (Mbozi) | | | |
| | Plateau de l'Ouest (Urambo) | | | |
| Tabac, riz, maïs | Région centrale semi-aride (Kwimba) | 10 | 74 | 76 |
| | Région agro-pastorale semi-aride (Dodoma) | | | |
| Coton, riz, sorgho | | 1 | 9 | 92 |
| Agro-pastoral | Hauts plateaux du Nord (Hai) | 2 | 72 | 43 |
| | | 0 | 1 | 93 |
| Café, banane, produits laitiers | | 65 | 5 | 37 |

Source : Banque mondiale, op.cit.

53. Exception faite, peut-être, d'une petite quantité d'engrais chimiques et de semences sélectionnées, dont une partie est produite et distribuée localement par les sociétés paraétatiques et des opérateurs privés, la plupart des autres facteurs de production sont importés ou offerts par des donateurs. C'est le cas en particulier des engrais chimiques, des produits vétérinaires, des vaccins et des tracteurs. Suite aux mesures de libéralisation prises par le Gouvernement et à la suppression des subventions qui s'en est suivie, les prix des facteurs de production ont eu tendance à monter en flèche empêchant ainsi les petits exploitants de se procurer les fournitures appropriées au moment voulu.

54. Le recours au système de crédit institutionnel pour l'achat des intrants au niveau des agriculteurs est rare, en raison des problèmes de nantissement. De toute évidence, les agriculteurs engagent des dépenses pour divers intrants, mais peu de ces moyens proviennent des sources officielles telles que les banques et les coopératives. Environ 65% des fonds des agriculteurs proviennent de leurs épargnes personnelles. Les parents et amis contribuent peut-être à hauteur de 18%, le système institutionnel 12% et les usuriers 5%. La majorité

des agriculteurs n'a pas accès au crédit institutionnel. Le manque d'informations et la peur de l'endettement posent un problème majeur quant au recours au crédit agricole au niveau du petit exploitant. C'est un obstacle à la vulgarisation de l'utilisation des intrants dans le pays.

(e) Formation agricole

55. La Tanzanie regorge de nombreuses compétences formées dans les diverses disciplines agricoles et davantage en ce qui concerne les cadres supérieurs. La formation est dispensée par divers institutions et projets tant du secteur public que privé. La "Sokoine University of Agriculture" (SUA) à Morogoro, par exemple, offre une formation intensive dans des domaines tels que les techniques de culture sèche et d'utilisation de la terre aux fins d'élevage.

56. Les instituts de formation professionnelle tels que le "Forestry Training Institute" (FTI) à Olmotonyi et le "Forest Industrial Training Institute" (FITI) à Moshi, assurent une formation dans les domaines tels que la gestion des pépinières, la conservation des complexes hydrographiques et le système de culture sèche. Des activités de formation similaires sont également assurées par l'Université de Dar-es-Salaam.

57. D'autres instituts de formation et des projets financés par les donateurs participent également aux efforts des autorités visant à renforcer les capacités du pays. A titre d'exemples, le Centre de formation de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour la lutte contre la trypanosomiase animale, le "Projet du centre et du réseau de formation à la commercialisation des produits agricoles en Afrique australe" et le projet de recherche et de formation sur la dynamique de la population et du développement chez les communautés rurales de pêcheurs.

58. Toutes ces institutions connaissent des difficultés énormes dans la réalisation de leurs activités. Elles souffrent d'une insuffisance chronique de ressources, notamment de fonds et d'infrastructures. En partie pour cette raison, elles manquent de personnel suffisamment motivé ou sont incapables de retenir leur personnel compétent. En outre, elles dispensent une formation pratique très limitée.

59. Par ailleurs, leurs programmes d'étude ne tiennent pas toujours compte des besoins fondamentaux de la société qu'elles servent et devraient faire l'objet de modifications périodiques pour tenir compte des préoccupations du moment telles que le développement de la bioénergie, la protection de l'environnement, les techniques intégrées de vulgarisation et la gestion des ressources naturelles. Un autre problème dont souffrent ces institutions est le bas niveau d'instrument de leurs stagiaires de première année et le caractère fragmenté et non coordonné de leurs activités.

4.3 Production agricole en Ouganda

a) Cultures vivrières

60. D'une manière générale, l'Ouganda, contrairement à la Tanzanie, est un pays ayant une production vivrière excédentaire, à biens d'égards. Pratiquement, toute la demande intérieure de produits alimentaires est satisfaite à partir des sources locales. Les principales denrées alimentaires produites dans le pays sont la banane, le mil, le maïs, le sorgho, la patate douce, le riz, le manioc et le haricot. La banane représente 50% du tonnage total et les racines et tubercules, une autre proportion de 35%. Les céréales représentent 10% de la production vivrière et les légumineuses les 5% restants.

61. Au cours de la période 1988-1992, la production de bananes plantains et de céréales a connu une tendance à la hausse malgré une forte baisse en 1990 et en 1991. La production de racines et de tubercules a, quant à elle, enregistré une tendance à la baisse dans les années 1990-1992. La production alimentaire du pays au cours de la période en question est donnée dans le Tableau 8.

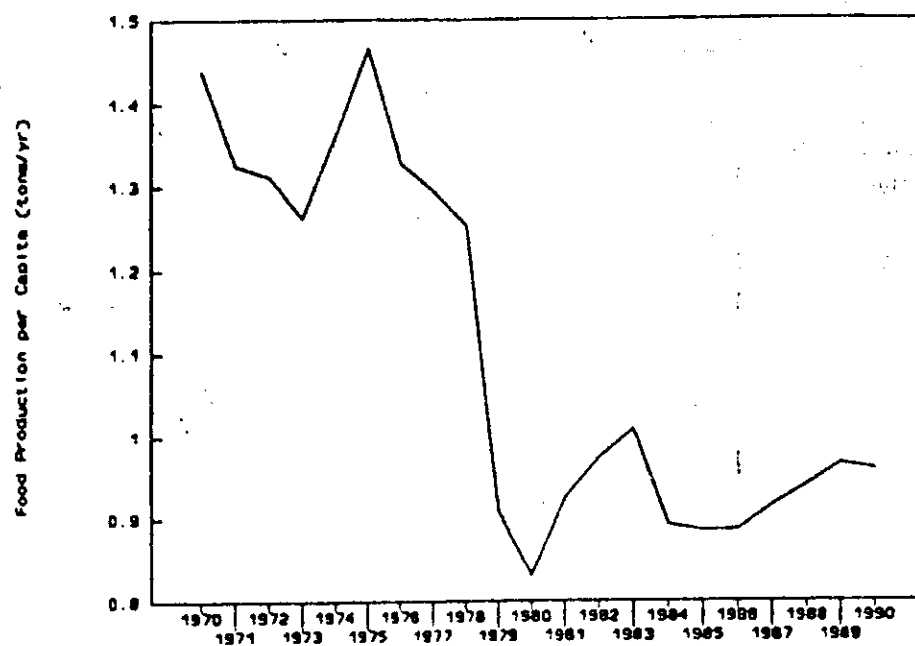
Tableau 8 : Production de cultures vivrières choisies pour les années 1990-1992 (en milliers de tonnes)

| Années | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Cultures | | | | | |
| Bananes plantains | 7 293 | 7 469 | 7 482 | 8 080 | 7 806 |
| Céréales | 1 398 | 1 637 | 1 580 | 1 576 | 1 792 |
| Racines et tubercules | 5 177 | 5 474 | 5 337 | 5 268 | 5 065 |

Source : Département de la statistique, Ministère des finances et de la planification économique, novembre 1993.

62. Bien que la production alimentaire marque, en fait, une tendance à la hausse, il existe des problèmes de sécurité alimentaire localisés dans des régions comme Karamoja (Nord-Est de l'Ouganda) où certaines personnes sont mortes de faim récemment. Plusieurs des facteurs énumérés auparavant, en ce qui concerne la Tanzanie, peuvent également expliquer les problèmes alimentaires localisés en Ouganda. Un accent particulier devrait cependant être mis sur les variations climatiques, les prix élevés (principalement dus à l'inflation galopante), l'amenuisement des revenus de certaines couches de la population et les goulets d'étranglement au niveau de la distribution qui entravent le mouvement normal des produits vivriers des zones excédentaires aux zones déficitaires. L'accroissement rapide de la population du pays aggrave également la situation en entraînant une réduction de la production par habitant comme le montre la Figure 5.

Figure 5: Production alimentaire par habitant au cours de la période 1970-1990



Source : World Bank Country Study, Uganda, June 1993, p. 20.

63. L'approche en matière d'autosuffisance et de sécurité alimentaires en Ouganda est légèrement différente de celle de la Tanzanie. En Ouganda, le système de production alimentaire est totalement libéralisé et est par conséquent presque entièrement soumis aux lois du marché. Cela signifie donc que le grand nombre de petits exploitants (cultivant de petites parcelles d'au plus de 2,5 hectares) et les quelques exploitants industriels du secteur privé sont les seuls à assurer la promotion de l'autosuffisance alimentaire ou de la sécurité alimentaire sur la base des avantages comparatifs et des tendances de l'offre et de la demande. Le rôle de l'Etat au niveau de la production alimentaire est celui de fournisseur de services ou d'encadreur.

64. En Tanzanie, l'Etat continue de veiller minutieusement à la sécurité alimentaire en contribuant directement ou indirectement à la constitution de réserves alimentaires pour la saison des pluies. Cependant, même en Tanzanie, la tendance générale est de procéder progressivement à la libéralisation totale du système. En ce qui concerne l'Ouganda, l'accent est mis en priorité sur la sécurité alimentaire des ménages, avec à la clé la constitution d'une réserve de devises aux fins d'éventuelles importations de céréales alimentaires en cas d'urgence.

b) Cultures de rente

65. L'Ouganda, à l'instar de la Tanzanie, produit diverses cultures commerciales à caractère traditionnel et non-traditionnel. Les cultures commerciales traditionnelles les plus importantes sont le café, le coton, le thé et le tabac. Au nombre des cultures commerciales non traditionnelles, figurent le maïs, le haricot et le sésame. Les peaux et cuirs sont également produits de même que les cultures horticoles pour l'exportation, dans le cadre de la politique de diversification agricole du pays. Le Tableau 9 montre des cultures de rente produites au cours de la période 1988-1992.

Tableau 9 : Production de cultures de rente choisies au cours de la période 1988-1992.

| Années | Coton (fibre) | Café | Thé | Tabac |
|--------|---------------|---------|-------|-------|
| 1988 | 2 000 | 151 157 | 4 000 | 3 000 |
| 1989 | 3 000 | 169 042 | 5 000 | 3 000 |
| 1990 | 4 000 | 128 747 | 7 000 | 3 000 |
| 1991 | 8 000 | 147 369 | 9 000 | 5 000 |
| 1992 | 7 000 | 120 757 | 1 000 | 7 000 |

Source : Département de la statistique, Ministère des finances et de la planification économique, novembre 1993.

66. Il ressort clairement du Tableau 9 que la principale culture commerciale est le café, suivi du coton et du thé. Le niveau de production de ces cultures a marqué une tendance à la baisse pour un certain nombre de raisons. Ce sont notamment la concurrence des autres cultures, les maladies dues aux champignons, la baisse des cours sur le marché mondial, la pénurie d'intrants, le caractère artisanal des pratiques culturales, le vieillissement des plantations, notamment les caféiers, et les barrières fiscales qui ont un effet négatif sur la production. La remontée des cours sur le marché international depuis 1992 semble avoir relancé la production du café bien qu'il soit peu probable que cette tendance se maintienne à long terme.

c) Elevage

67. En Ouganda, tout comme en Tanzanie, l'élevage constitue une activité agricole prédominante. Selon l'enquête sur les dépenses des ménages de l'exercice 1989-90, l'Ouest et le Sud-Est de l'Ouganda sont les régions les plus riches en terme d'élevage. Les espèces rencontrées sont les bovins, les caprins, les porcins et la volaille. Ces dernières années, la production de lait et de ses produits dérivés a considérablement augmenté. Cela s'explique par le nombre d'agriculteurs produisant du lait, qui est passé de 400 en 1986 à près de 6000 en 1991. Le Tableau 10 présente les données relatives à la production animale au cours de la période 1988-1992.

Tableau 10 : Production animale au cours de la période 1988-92 (en milliers de têtes)

| Années Espèces | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|------|
| Bovins | 4670 | 4780 | 4950 | 5120 | 5210 |
| Ovins | 700 | 750 | 780 | 820 | 845 |
| Caprins | 4170 | 4480 | 4710 | 4950 | 5070 |
| Porcins | 1050 | 1120 | 1160 | 1210 | 1230 |
| Volaille | 17020 | 17960 | 18960 | 20020 | 2580 |

Source : UNDP, Report on Development Cooperation, Uganda, novembre 1993.

68. Durant des années, le sous-secteur de l'élevage a traversé des phases d'épreuves et de tribulations, qui ont entravé son essor. Les principales raisons sont le vol de bétail dans le Nord et le Nord-Est du pays, l'insécurité générale, la pénurie d'eau et d'aliments pour animaux, la baisse de la demande de viande dû principalement à la baisse des revenus et la prévalence des maladies similaires à celles enregistrées en Tanzanie, notamment la peste bovine, la pneumonie bovine contagieuse et la trypanosomiase ainsi que la fièvre aphteuse et les maladies transmises par la tique.

69. Les autres types de maladies des animaux devant faire l'objet d'une attention particulière, à la fois en Ouganda et en Tanzanie, sont l'helminthe et les zoonoses telles que la rage, la brucellose, le charbon bactérien et la tuberculose. Relativement mineures, mais non des moindres sont les maladies comme la charbon symptomatique, la septicémie hémorragique, la fièvre éphémère, la dermatose nodulaire, la pneumonie caprine contagieuse et la fièvre porcine. Les maladies de la volaille telles que la peste aviaire, la petite vérole volante, la typhoïde de la volaille, la coccidiose, la maladie de Marek et la leucose aviaire constituent également des problèmes. En ce qui concerne certaines des maladies comme la peste bovine et la pneumonie bovine contagieuse, des mesures curatives mettant l'accent sur la surveillance et la lutte dans les pays et entre ceux-ci s'imposent.

d) Pêche

70. L'Ouganda tire ses ressources halieutiques de divers lacs et fleuves d'une superficie totale avoisinant 42 000 km², ce qui équivaut à 18 à 20% du territoire. Les principaux lacs du pays sont le lac Victoria, le lac Mobutu Albert, le lac Edward, le lac Kyoga, le lac Kwania, le lac Salisbury (Bisina) et le lac George. La superficie et l'altitude de ces lacs sont données dans le Tableau 11.

Tableau 11 : Superficie et altitude des principaux lacs du pays

| Lacs | Superficies (m ²) | Altitudes(m) |
|--------------------|-------------------------------|--------------|
| Victoria | 28 655 | 1 134 |
| Mobutu Albert | 2 913 | 621 |
| Edouard | 645 | 913 |
| Kyoga et Kwania | 2 047 | 1 033 |
| Salisbury (Bisina) | 308 | 1 047 |
| George | 246 | 914 |

Source : Ministry of Natural Resources, National Environment Information centre, State of the Environment Report for Uganda, Kampala, 1994

71. Cette vaste étendue d'eau avec des marais ainsi que des fleuves internationaux tels que le Nil Victoria, l'Aswa, le Dopeth, l'Okik, le Pager, le Nil Albert, et la Kagera fournissent non seulement du poisson mais également de l'eau pour l'irrigation. En effet, le potentiel du pays en matière d'irrigation est estimé à 186 800 hectares, dont une grande part serait réalisée dans le bassin du Lac Kioga (80 800 hectares), les plaines de la Rift Valley dans la région Ouest (24 800 hectares) le Sud de Busoga (22 000 hectares), la zone du Lac Salisbury - Bisina (11 200 hectares) et Karamoja et le Nord-Est de Teso (10 000 hectares).

72. L'importance des ressources en eau et la politique actuelle de l'Etat ont permis aux entreprises et aux pêcheurs artisanaux d'exploiter les ressources halieutiques du pays, estimées actuellement à 300 000 tonnes par an. Le pays compte environ 90 espèces de poissons. Les plus courantes sont la perche du Nil et le tilapia du Nil. Viennent ensuite le Lates sp., l'hydrocybus, l'alestes, le bagrus, le barbus, le clarias et le protopterus. Le Tableau 12 donne la quantité de poissons pêchés durant la période 1988-92.

Tableau 12 : Production de poissons durant la période 1988-1992 (en milliers de tonnes)

| Années | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Lacs | | | | | |
| Kyoga | 86,7 | 54,7 | 94,9 | 98,7 | 102,6 |
| Victoria | 107,1 | 132,4 | 119,9 | 124,7 | 129,7 |
| Autres | 20,4 | 26,4 | 30,4 | 31,5 | 32,6 |
| Total | 214,3 | 213,5 | 245,2 | 254,9 | 264,9 |

Source : Département de la statistique, Ministère de finances et de la planification économique, Kampala, 1993

73. Le volume des prises de poissons dans le pays connaît manifestement une hausse depuis 1988. Globalement, la production de l'année 1992 était de 20% inférieure aux potentialités du pays. Si la tendance actuelle se maintient, le pays sera un exportateur net de produits traités dérivés du poisson dans un avenir proche. Cependant, le manque de moyens appropriés tels que les filets de pêche bien dimensionnés, le nombre suffisant de bateaux à moteur (en particulier pour les petits pêcheurs) et l'amenuisement des stocks de poissons dans les lacs comme le lac Victoria peuvent empêcher le pays d'exploiter pleinement ses potentialités halieutiques.

e) Ressources forestières

74. L'Ouganda possède encore environ 21% de son patrimoine forestier originel, y compris les forêts claires, contre 40% en Tanzanie. Les principaux types de forêt sont : (i) les hautes forêts tropicales; (ii) la forêt dense humide de moyenne altitude; (iii) les forêts semi-feuillues de moyenne altitude; (iv) les écosystèmes de savane et (v) les écosystèmes agricoles.

75. Les hautes forêts tropicales se situent à environ 1500m au-dessus du niveau de la mer. Les types de végétation sont les forêts montagneuses, humides, semi-arides et peuplées de bambou. Ces forêts sont moins riches que celles rencontrées en altitude. Les forêts denses humides de moyenne altitude se rencontrent autour des berges du lac Victoria, et à Kibale, Jwara et Kalinzu. Elles sont riches en espèces et renferment de nombreux épiphytes, lianes et de grands arbres à étagage impressionnant.

76. Les forêts semi-feuillues de moyenne altitude sont caractéristiques de celles rencontrées à Mabira, Budongo, Mubende et Busoga. Un grand nombre d'arbres rencontrés dans ces forêts demeurent sans feuilles durant les périodes de sécheresse aiguë. Les écosystèmes de savane au sein et en dehors de zones protégées constituent d'importantes sources de bois de feu. Les écosystèmes agricoles consistent en de grandes plantations de bois blanc et en des parcelles plantées de bois. Ce sont des écosystèmes artificiels peuplés à la fois d'espèces d'arbres locales et exotiques.

77. Tout comme en Tanzanie, un plan d'action complexe a été élaboré en Ouganda. Il vise non seulement à conserver les ressources forestières existantes, mais également à rationaliser leur exploitation et à étendre leur superficie par le biais de programmes de reboisement et de reforestation. A cette fin, des projets ont été mis en route avec l'assistance de donateurs. L'un de ces projets, en l'occurrence celui financé par l'Agence norvégienne pour le développement international, vise à créer des plantations d'arbres ou à les étendre autour des centres urbains et péri-urbains, avec des espèces telles que celles figurant ci-dessous :

- Acacia mangium
- Acacia alliculiformis
- Aerocarpus fraxinifolia
- Azadirachta indica
- Eucalyptus citriodora
- Melia azadirach.

78. En dépit de ces efforts de développement, le sous-secteur est confronté à des problèmes similaires à ceux de la Tanzanie, le plus critique étant sans doute le déboisement. Selon la FAO, en 1890, environ 45% du pays, soit 10,8 millions d'hectares de terre étaient couverts de forêt et de bois, contre 21% de terre actuellement sous couvert forestier. Plus la population du pays continue d'augmenter, plus le taux de déboisement augmentera dans les années à venir.

79. On estime que le pays perd environ 50,000 ha, soit 0,8% de son couvert forestier, par an. Le déboisement touche essentiellement les forêts claires dispersées sur l'étendue du territoire. Le coût pour le pays s'élève à entre 3,8 et 5,7 millions de dollars E.-U par an. La principale cause du déboisement est la consommation de biomasse à base de bois (essentiellement le bois de chauffe). Au cours de la période 1981-1992, la consommation domestique de bois de chauffe s'est taillée la part de lion avec 75,6%, suivi de l'usage de bois de chauffe à des fins commerciales (10,5%), de la production de charbon de bois (10%) et de la consommation industrielle (3,9%), comme le montre la Figure 6.

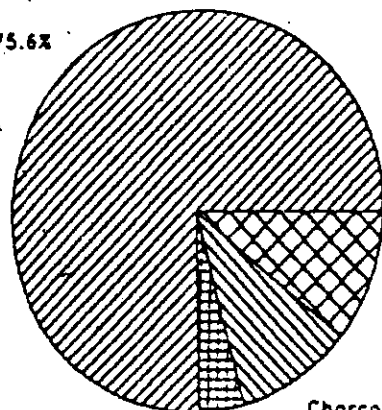
Figure 6 : Consommation de bois de chauffe par type d'utilisation pour la période 1981-1992 (en pourcentages)

usage domestique 75,6%

Usage commercial 10,5%

usage domestique 75.6%

Household 75.6%



Commercial 10.5%

Charcoal 10.0%

Industrial 3.9%

Usage commercial 10,5%

Charbon 10%

Usage industriel 3,9%

Charbon 10%

Usage industriel 3,9%

Source : Ministère des ressources naturelles, op.cit., p.53

4.4 Service d'appui à l'agriculture en Ouganda

a) Recherche agronomique

80. L'Ouganda a eu, par le passé, une longue tradition de recherche agronomique. Diverse activités de recherche ont été menées par ses instituts de recherche célèbres de Kawanda (café, banane, canne à sucre, thé, cacao et sol), de Namulonge (coton, tubercules et racines, haricot et maïs), de Serere (sorgho, mil, manioc, oléagineux et système de production semi-aride) et d'Entebbé (santé animale).

81. Le réseau de recherche du pays comprend actuellement sept instituts de recherche, onze stations, quatre laboratoires vétérinaires et soixante-cinq centres d'expérimentation des variétés. La tendance actuelle est à la centralisation de la structure de gestion de la recherche sous la tutelle d'un organisme dénommé "National Agricultural Research Organisation". La tâche de cet organisme sera :

- i) de mobiliser des ressources auprès de l'Etat ou des donateurs;
- ii) de définir les priorités de recherche;
- iii) de participer à l'allocation des ressources et à la coordination des activités;
- iv) de favoriser l'instauration d'un climat propice à la recherche;
- v) de veiller à l'établissement de liens à double sens entre la recherche et la vulgarisation;
et
- vi) d'assurer le suivi et l'évaluation des progrès enregistrés dans l'exécution des programmes de recherche déjà convenus.

82. Chacun des quatre principaux centres de recherche susmentionnés participe au réseau national, observe les priorités convenues et reçoit son budget annuel de fonctionnement du système national. Il est également loisible aux centres d'élaborer des programmes pouvant bénéficier d'un financement complémentaire d'organismes extérieurs intéressés par des programmes spécifiques. Les instituts de recherche les plus développés se trouvent dans les zones à haut potentiel situées autour du lac Victoria et continuent de faire de la recherche fondamentale.

83. Les problèmes de recherche rencontrés par la Tanzanie valent également pour l'Ouganda. Les activités de recherche sont assurées par les institutions étatiques, les projets financés par les donateurs et les entreprises du secteur privé, de manière fragmentée et non coordonnée. Par ailleurs, pour assurer l'efficacité des activités, on a recours aux experts étrangers dans la plupart des cas, ce qui entraîne un manque de stabilité au niveau de la mise en oeuvre des programmes de recherche. En outre, les activités sont plus orientées vers les cultures de rente que vers les cultures vivrières. Dans certains cas, les cultures vivrières sont carrément négligées.

b) Vulgarisation agricole

84. Le pays a un effectif d'environ 5560 agents chargés d'encadrer les agriculteurs "sur le terrain". Presque tous sont qualifiés, titulaires de certificats ou de diplômes. Ces agents sont assistés par une panoplie de spécialistes et d'administrateurs à travers le pays, y compris à Entebbé où se trouve leur siège.

85. Tout comme en Tanzanie, l'insuffisance de fonds et d'infrastructures constitue un sérieux problème en Ouganda. L'absence de coordination, le manque de motivation de la part des agents vulgarisateurs, l'inaction de l'appareil administratif de l'Etat face aux besoins et priorités de la base et le peu ou le manque de coordination au niveau des centres d'Entebbé et de Kampala constituent également des obstacles graves. En outre, le lien entre la vulgarisation et la recherche continue de demeurer faible et dans certains cas, les types d'assistance apportés par les expatriés laissent à désirer.

86. Par conséquent, la planification et l'utilisation unifiées des services de vulgarisation dans le secteur agricole ont été problématiques. Il n'y a eu aucune intégration entre la production agricole et animale ou entre la production et la commercialisation du fait de la fragmentation et du chevauchement des services. Dans une pareille situation, la réceptivité des paysans vis à vis de la vulgarisation des nouvelles gammes de technologies issues de la recherche à travers les services d'encadrement ne peut qu'être faible, dans la mesure où la crédibilité et l'efficacité des agents concernés peuvent être sujette à caution.

c) Commercialisation des produits agricoles

87. La commercialisation des produits agricoles (cultures vivrières, cultures de rente, produits de l'élevage, bois et poissons) est en grande partie assurée par les opérateurs privés. Le marché intérieur absorbe plus de 90% de la production nationale. Environ 38% de la production commercialisée sur le marché monétisé national sont constitués par les produits alimentaires destinés aux zones urbaines. Dans la mesure où le système de commercialisation fonctionne dans un cadre de politique libérale, les prix des divers produits agricoles tels que les céréales, la viande, le lait et le poisson se déterminent librement par le jeu de l'offre et de la demande.

88. Au milieu de 1991, par exemple, le prix du poisson frais au quai était de 200 shilling ougandais le kilo. Le prix de la perche du Nil séchée à Kampala, à la même période, était de 700 shilling ougandais le kilo. La demande de viande semble faible. Le prix de la viande à Kampala, vers la fin de 1991 était d'environ 600 ShO le kilo. A la même période, le prix du bétail était de 300 ShO le kilo de poids vif. Cela équivalait à 0,30 dollars E.U. le kilo et représentait 15 à 20% du prix perçu par les producteurs en Europe et aux Etats Unis.

89. La demande de produits agricoles sur le marché intérieur concerne également les matières premières pour les industries locales. La demande intérieure de tabac représente environ 50% de la production totale. L'industrie textile consomme environ 10 000 balles de coton fibre par an et tourne à environ 15 à 20% de sa capacité installée. Bien que la demande de produits agricoles soit satisfaite presque entièrement à partir des sources locales, il existe néanmoins des pénuries localisées de produits alimentaires.

90. Plusieurs facteurs sont à la base de cette situation, dont certains sont liés aux insuffisances manifestes du système de commercialisation. Les pratiques et structures de commercialisation en Ouganda présentent également des carences bien qu'elles soient légèrement meilleures par rapport à celles de la Tanzanie. C'est particulièrement le cas des routes, les structures de stockage, des équipements de manutention, des sacs, des véhicules, des wagons de train, des bateaux de pêche et des installations de transformation. En outre, les producteurs ne sont pas convenablement informés des tendances de l'offre et la demande ni des fluctuations périodiques des prix. Aussi, l'existence d'un nombre croissant d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs tend-il à faire monter les prix des denrées alimentaires, à réduire la marge bénéficiaire des agriculteurs et à augmenter les coûts de production. Ces insuffisances au niveau du système rendent difficile la satisfaction, par les services de commercialisation, de la demande intérieure de produits agricoles, ce qui crée une pénurie artificielle dans une situation d'abondance.

d) Formation agricole

91. La situation en matière de formation agricole est plus ou moins similaire à celle de la Tanzanie. Un nombre d'établissements scolaires, d'instituts, de ministères et de projets financés par les donateurs dispensent la formation agricole dans divers domaines techniques. Les plus importants en l'occurrence sont la recherche et la vulgarisation agricoles, l'agroforesterie, les technologies de traction animale, le maintien de la qualité du poisson, la production de semences de coton, la science vétérinaire et la protection phytosanitaire.

92. En novembre 1993, par exemple, l'Institut de recherche agronomique de Kwanda a organisé un cours de formation sur la protection phytosanitaire et la santé des végétaux. Les participants provenaient tous du Ministère de l'agriculture, de la production animale, de l'industrie et de la pêche. Pour participer à ce cours, il fallait posséder une connaissance adéquate dans les disciplines connexes telles que la pathologie, l'entomologie, la pneumatologie et la biométrie. L'objectif à long terme de ce cours était de renforcer la compétence technique du personnel du Ministère en matière de lutte phytosanitaire et d'améliorer l'offre à la fois des cultures vivrières et de rente à travers des mesures appropriées de réduction des pertes.

93. De temps à autre, une formation est également dispensée par les différents départements du ministère aux agents de vulgarisation qualifiés sur la démonstration et la vulgarisation pratiques des nouvelles technologies mises au point par la recherche. En 1990, le personnel d'appui se présentait comme suit :

| | |
|---|------|
| - Assistants agronomes et agents agricoles | 1785 |
| - Agents techniques | 1400 |
| - Spécialistes de la production animale et spécialistes adjoints | 450 |
| - Spécialistes adjoints et auxiliaires de la pêche | 450 |
| - Docteurs vétérinaires | 228 |

94. Il convient d'ajouter à ce personnel 850 fonctionnaires adjoints et agents chargés des coopératives au Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives. Le Ministère des eaux, de l'énergie, des ressources minérales et de la protection de l'environnement comptait environ 400 agents et gardes forestiers. La majorité de ces agents a bénéficié d'une certaine formation dans leurs domaines bien que cette formation ne soit pas toujours appropriée.

95. Comme dans le cas de la Tanzanie, les carences notées au niveau de la formation agricole en Ouganda sont multiples. Ce sont notamment l'inadéquation de la formation offerte, la pénurie de formateurs qualifiés, la hausse des coûts de formation, la répartition géographique inégale des institutions de formation, l'affectation et l'utilisation inappropriée des stagiaires, l'exode des compétences du pays en quête de "verts pâturages" et l'inadéquation des niveaux d'instruction de base requis pour la formation.

e) Intrants agricoles

96. Les types d'intrants agricoles utilisés en Ouganda ne sont pas radicalement différents de ceux de la Tanzanie. Les principaux sont les engrais, les médicaments pour bétail, les charrues à boeuf et les produits chimiques agricoles tels que les pesticides, les insecticides, les herbicides, les fongicides, les acaricides et les antibiotiques. Quasiment tous ces intrants sont importés de l'extérieur. En dépit de la libéralisation du système de commercialisation, l'Etat continue de réguler l'achat et la vente de ces intrants.

97. D'une manière générale, la consommation d'intrants agricoles du pays semble très limitée. En témoigne la consommation annuelle d'engrais non-organiques estimée à entre 2000 et 2500 tonnes, qui sont principalement

utilisées pour la production de cultures de rente telles que le sucre, le thé et le tabac. Le niveau de consommation est trop faible par rapport à la surface cultivée du pays qui est de l'ordre de 4 millions d'ha. Un autre type de facteur de production, à savoir la charrue à boeuf, est utilisé à une échelle réduite, principalement dans les régions plus boisées telles que Lango et Acholi. Les produits chimiques agricoles tels que les vaccins sont également utilisés dans les régions du pays où l'élevage se trouve menacé par les zoonoses. La région de Kagera en est une.

98. L'utilisation limitée des intrants agricoles peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Le premier est le nombre relativement faible d'opérateurs intéressés par la commercialisation d'intrants comme les engrais, en raison du caractère saisonnier de la demande de ces produits, le long délai requis pour les importer et la dévaluation chronique du shilling ougandais. L'autre facteur, également important, est le prix élevé que les agriculteurs auraient à payer si les subventions étaient retirées dans le cadre de la politique de libéralisation en cours de l'Etat. L'impact des intrants agricoles sur l'environnement pourrait constituer un facteur supplémentaire de dissuasion quant à la vulgarisation de leur utilisation.

V. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

99. La Tanzanie et l'Ouganda ont déjà formulé des stratégies nationales de conservation et des plans d'actions complexes en faveur de l'environnement. En Tanzanie, le plan roulant et le budget prévisionnel au titre de la période 1994/95-1996/97 précédemment mentionné vise à réaliser le développement socio-économique fondé sur l'exploitation soutenue des ressources naturelles et une prise en compte conséquente des préoccupations environnementales.

100. En Ouganda, le ministère des ressources naturelles a déjà établi un rapport général sur l'état actuel de l'environnement du pays. Ce rapport soutient que dans un pays pauvre comme l'Ouganda, il est particulièrement nécessaire de comprendre la corrélation entre l'état des ressources naturelles du pays, les déchets qu'il produit et sa capacité à réaliser les objectifs économiques fixés comme base pour la promotion du développement durable.

101. Les stratégies et plans au niveau des deux pays mettent un accent particulier sur les pressions exercées sur l'environnement telles que le déboisement, la dégradation des sols, l'exploitation abusive des ressources halieutiques ainsi que la pollution des eaux et de l'air. Ce faisant, ils reconnaissent la nécessité d'une prise de conscience aiguë du risque que représente la dégradation de l'environnement et soulignent l'importance de la participation des populations à tous les niveaux. Ces stratégies et plans reflètent également la volonté des pays à coopérer étroitement avec tous les pays africains intéressés, en ce qui concerne les questions liées à la protection de l'environnement.

102. Afin de freiner la dégradation de l'environnement, les plans proposent un train de mesures. En premier lieu, ils recommandent des pratiques culturelles fondées sur l'augmentation des rendements plutôt que sur l'extension des superficies. Cela évitera que les activités agricoles empiètent sur les terres couvertes de forêt. En outre, ils recommandent des activités agricoles à faible proportion d'intrants et de moindre coût. Ils recommandent par ailleurs la prise de mesures concertées visant à protéger les bassins versants et les zones de captage des eaux.

103. Dans le cadre de la lutte contre le déboisement, ces plans soulignent l'importance des sources d'énergie de remplacement et la mise au point de foyers améliorés. Ils mettent un accent particulier sur la nécessité de lutter contre la pauvreté et de réaliser un équilibre approprié entre la population humaine et animale et les ressources naturelles disponibles. Enfin, ces plans soulignent l'importance de l'adoption de pratiques culturelles limitant l'érosion des sols (labour par courbes de niveau, construction de digues, etc.) et de l'accroissement de

la fertilité au moyen de paillage et de fumier de bétail.

104. Ces stratégies et plans sont bien conçus et louables sur papier. Cependant, leur application pratique soulève d'énormes problèmes. Premièrement, un certain laxisme subsiste au niveau de leur mise en oeuvre. Deuxièmement, le cadre juridique de leur mise en oeuvre est soit inapproprié, soit totalement inexistant. Troisièmement, les entreprises du secteur privé, notamment celles qui s'occupent de l'exportation de bois et des cultures de rente, semblent plus soucieuses de leur marge bénéficiaire que de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du pays. Dernière raison, et non des moindres, la pauvreté se généralise, ce qui constitue un facteur déterminant dans la dégradation de l'environnement. Tous ces facteurs peuvent entraver la mise en oeuvre accélérée des plans. Le Tableau 13 reflète les caractéristiques principales de la population pauvre en Tanzanie.

Tableau 13 : Caractéristiques de la population pauvre en Tanzanie

| | Pauvres | Non-pauvres |
|---|---------|-------------|
| Pourcentage d'adultes sachant lire et écrire | 59,0 | 75,0 |
| Ménages à plus de 30 minutes d'un point d'eau(%) | 23,0 | 16,0 |
| Coefficient de dépendance | 1,31 | 1,01 |
| Taille des ménages (nombre de personnes) | 6,8 | 5,9 |
| Ménages avec pour chef de famille une femme(%) | 9,3 | 9,5 |
| Superficie cultivée par habitant (en ha) | 0,62 | 0,62 |
| Ménages possédant des terres (%) | 93,0 | 73,00 |
| Part de denrées alimentaires de production propre (%) | 32,0 | 34,0 |

Source : Banque mondiale, op.cit., p.48.

VI. COMMERCE INTER-ETATS

105. La structure des échanges en Tanzanie et en Ouganda semble identique. Les deux pays ont diversifié leurs productions agricoles et produisent pour l'exportation des produits primaires similaires. Comme indiqué plus haut, les principales cultures d'exportation de la Tanzanie sont le café, le coton, le sisal, les noix de cajou, le tabac et la poudre de pyrèthre. En plus des quatre cultures de rente pratiquées par la Tanzanie (café, coton, thé et tabac), l'Ouganda produit le maïs et le sésame.

106. Ces dernières années, les exportations de produits primaires de la Tanzanie ont lamentablement marqué le pas. La valeur des exportations était en moyenne d'environ 435 millions de dollars E.-U par an, ce qui était légèrement supérieur aux 400 millions de dollars E.-U enregistrés au milieu des années 80. En Ouganda, les recettes d'exportation tirées des principales cultures de rente ont chuté de 266 millions de dollars E.-U à 150 millions en 1992. Le Tableau 14 donne une image nette des recettes d'exportation de l'Ouganda pour la période 1988-1992.

Tableau 14 : Recettes d'exportation de l'Ouganda tirées des cultures traditionnelles au titre de la période 1988-1992 (En millions dollars E.-U)

| Cultures d'exportation | Années | | | | |
|------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|
| | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
| Café | 265,3 | 262,8 | 140,4 | 117,6 | 95,1 |
| Coton | 3,0 | 4,0 | 5,8 | 11,7 | 8,2 |
| Thé | 3,1 | 3,2 | 3,6 | 6,8 | 7,7 |
| Tabac | 0,1 | 0,6 | 2,8 | 4,5 | 4,4 |
| Maïs | - | - | 3,3 | 4,2 | 3,9 |
| Sésame | - | - | 5,2 | 10,5 | 6,5 |
| Autres | 2,9 | 4,1 | 16,4 | 26,3 | 21,8 |
| Total | 272,4 | 276,3 | 178,7 | 184,3 | 147,6 |
| Ajustement | -6,1 | -1,4 | 0,9 | -10,5 | 2,6 |
| Total exportations | 266,3 | 277,7 | 177,8 | 173,8 | 150,2 |

Source : PNUD, op.cit., p.11.

107. Bien que les recettes d'exportation des deux pays aient manifestement diminué au fil des ans, le montant de leurs importations connaît une hausse considérable. En Tanzanie, la facture annuelle des importations a avoisiné 1 milliard 500 millions de dollars E.-U, aggravant ainsi le déficit commercial du pays. En Ouganda, les importations connaissent également une hausse, mais à un taux plus faible. Le montant des importations du pays est passé de 545 millions de dollars E.-U en 1990/91 à 586 millions de dollars E.-U en 1992/93. Les principaux partenaires commerciaux des deux pays sont les pays développés, la part des échanges avec les partenaires africains étant limitée au système de troc de denrées alimentaires telles que le maïs. En 1994, l'Ouganda a obtenu 30 millions de dollars E.-U du Programme alimentaire mondial au titre de la vente et de la livraison de produits alimentaires aux réfugiés rwandais et burundais dont la majorité se trouve en Tanzanie, au Zaïre et en Ouganda même.

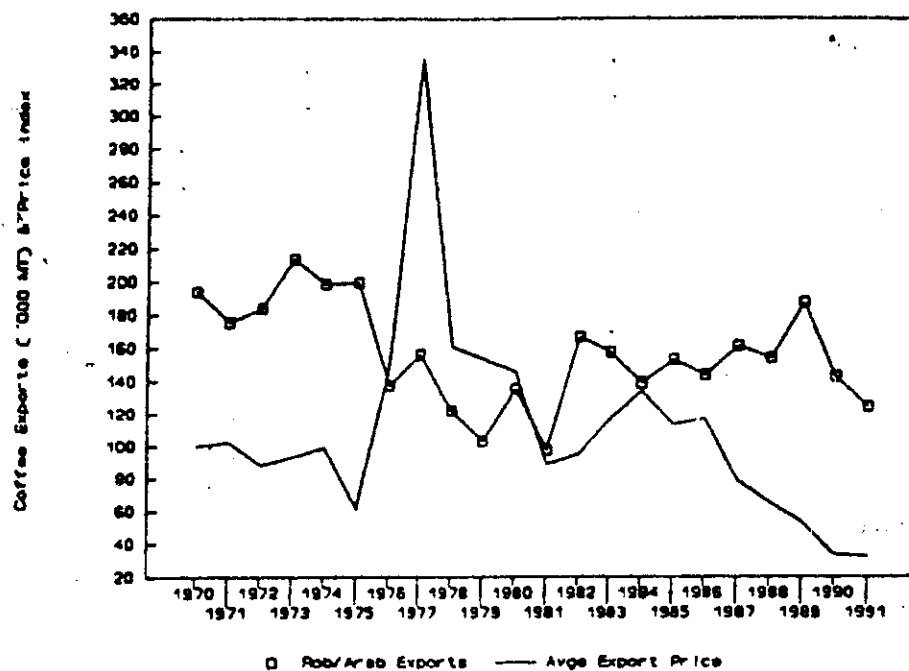
108. Un certain nombre de facteurs expliquent la différence considérable entre les recettes d'exportation des pays et leurs factures d'importation. Le premier est la contre-performance du système de commercialisation des produits agricoles à l'intérieur des pays mêmes et dans les pays voisins. Le réseau ferroviaire et routier international est inadéquat. Présentement, le Programme alimentaire mondial se trouve dans l'incapacité d'organiser le transport en vrac des aides d'urgence de Dar-es-Salaam aux centres d'accueil des réfugiés en Ouganda et au Zaïre du fait du manque de wagons.

109. Même si les moyens de transport se révèlent appropriés, les tracasseries administratives constituent un sérieux problème. Il faut un mois ou deux pour transporter par camion ou par train des produits de Mombassa à Kampala. En partie à cause de cette situation, le commerce frontalier connaît un essor bien que son ampleur soit mal connue du fait qu'il n'existe pas de données fiables. Par ailleurs, la manière dont les paiements s'effectuent constitue une autre difficulté. La pénurie de devises étrangères dans les deux pays a limité les liens commerciaux, le système de troc étant le seul mode de transaction acceptable, principalement en ce qui concerne les produits alimentaires.

110. L'inconvénient de cette pratique est que ce ne sont pas tous les partenaires commerciaux de la région de Kagera qui enregistrent un excédent de produits agricoles demandés par les autres partenaires. C'est précisément pour cette raison que les mécanismes commerciaux proposés aux pays par la Zone d'échanges préférentiels (à présent COMESA) n'ont pas pu fonctionner. Par conséquent, les pays ont trouvé plus facile de renforcer et de développer leurs liens commerciaux avec les pays développés tels que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume Uni, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Japon et les Pays Bas.

111. Les autres facteurs à la base des mauvais résultats enregistrés dans la commercialisation des produits agricoles sont la fluctuation des cours des produits primaires sur le marché international et l'imposition par l'Etat de taxes à caractère répressif sur les produits d'exportation comme le café. En Ouganda, la nouvelle taxe à l'exportation imposée par l'Etat a eu un effet grave sur les exportations de café. Dans la première semaine d'août 1994, les expéditions ont chuté à 7805 sacs (de 60 kg chacun) contre 47380 sacs la semaine précédente. Bien que les prix à l'exportation du café en Ouganda aient enregistré quelques améliorations depuis 1992 par suite de la politique de rétention du café appliquée par l'Etat, leur tendance générale était à la baisse durant la période 1970-1991, comme l'illustre la Figure 7.

Figure 7 : Fluctuation des prix à l'exportation du café en Ouganda sur la période 1970-1991



Source: Banque mondiale, op. cit., p.76

VII. DOMAINES EVENTUELS D'HARMONISATION DES POLITIQUES AGRICOLES

112. Il ressort de cette analyse succincte des résultats obtenus par le secteur agricole des deux pays, que plusieurs domaines appellent une harmonisation des politiques nationales. Les domaines les plus cruciaux nécessitant une harmonisation des politiques se présentent comme suit:

- a) Recherche agronomique adaptative : Des politiques communes devront être arrêtées quant aux moyens permettant d'adapter et d'appliquer dans un pays, les activités de recherche entreprises dans l'autre. Des exemples en l'occurrence sont les travaux de recherche sur les cultures comme le café, le coton, le maïs, le riz et la lutte contre les maladies telles que la peste bovine, la trypanosomiase et la pneumonie bovine contagieuse. De telles politiques se révèlent rentables.
- b) Formation agricole: Des politiques communes doivent être formulées en ce qui concerne le contenu des programmes de formation et la manière dont cette formation devra être dispensée. Des exemples sont les activités de formation relatives à la protection phytosanitaire qui concentrent tous les quatre pays membres de l'Organisation du bassin de la Kagera. La formation en matière de lutte contre les mouches tsé-tsé sévissant dans le bassin délimitant les pays constitue un autre cas d'espèce.
- c) Protection de l'environnement. Elle suppose également l'existence de politiques communes et bien harmonisées mettant l'accent sur la conservation, l'expansion et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, en particulier les terres, les eaux, la forêt, l'air et la faune. Les exemples dans ce domaine sont la gestion des bassins versants, la protection des zones de captage, la prévention de la pollution de l'air, la lutte contre l'érosion des sols, l'expansion des plantations d'arbres, le développement des sources d'énergie de remplacement, l'adoption de techniques culinaires économisant l'énergie, l'amélioration des méthodes d'irrigation, l'exploitation des ressources marines telles que le poisson, l'éradication des herbes nocives comme la jacinthe d'eau douce ainsi que la promulgation et l'application de législations foncières appropriées.
- d) Production et utilisation d'intrants agricoles. Les politiques des pays en la matière devraient également être harmonisées. Ceux-ci se sont efforcés de produire une quantité limitée d'intrants, la plus grande partie étant toujours importée. Parmi les activités connexes dans ce domaine, on peut citer un recensement judicieux des pays exportateurs, la sélection des intrants appropriés, l'application des mesures phytosanitaires, la création, le financement et l'exploitation d'industries de fabrication d'intrants ainsi que l'application généralisée des techniques culturales à faible proportion d'intrants et à coût réduit telles que la traction animale.
- e) Commerce inter-Etats. Ceci est également un domaine où l'harmonisation de politiques est impérieuse. Des exemples d'activités, en l'occurrence, sont l'application effective des mesures phytosanitaires, la levée des barrières tarifaires et non-tarifaires, la rationalisation ou la reconnaissance légale du commerce frontalier, la garantie du maintien de prix adéquats à l'exportation et à l'importation, les modalités de paiement, la libéralisation des échanges commerciaux, l'identification de marchés d'exportation et l'amélioration des infrastructures liées au commerce telles que les autoroutes internationales, les systèmes de transport fluvial, les installations portuaires et les magasins de stockage.
- f) Réinstallation et circulation des réfugiés entre les pays. Cela devrait constituer un domaine prioritaire d'harmonisation des politiques dans la mesure où les réfugiés se sont révélés la cause majeure de l'épuisement des ressources naturelles (en particulier les forêts) ainsi que de la

prévalence des maladies endémiques du bétail. Des exemples spécifiques d'activités en matière d'harmonisation de politiques sont le choix approprié des sites pour la réinstallation des réfugiés dans les pays et la participation des réfugiés au redressement des économies agricoles des pays hôtes.

113. Il convient de souligner cependant que les efforts futurs d'harmonisation des politiques agricoles au niveau des pays devront tenir compte des initiatives déjà prises en vue de consolider la coopération entre les Etats dans les activités directement ou indirectement liés aux domaines susmentionnés. L'annexe III présente certains des domaines en question.

VIII. CONCLUSION

114. Cette étude constitue une modeste tentative d'évaluation de l'économie agricole des pays concernés, afin d'identifier les domaines où une harmonisation des politiques s'impose. Dans l'évaluation des résultats du secteur, une attention particulière a été accordée au cadre de planification et d'orientation, aux stratégies de production, aux services d'appui, à la structure des échanges commerciaux entre les pays concernés et avec d'autres pays, ainsi qu'aux activités en matière de protection de l'environnement.

115. L'évaluation de l'économie agricole des pays a mis en évidence les obstacles majeurs entravant le développement du secteur et permis d'identifier six domaines prioritaires pour l'harmonisation des politiques. Ce sont la recherche agronomique adaptative, la formation agricole, la protection de l'environnement, la production et l'utilisation d'intrants agricoles, les échanges commerciaux ainsi que la réinstallation et la circulation des réfugiés entre les pays.

116. En conclusion, il convient de souligner que les pays reconnaissent l'urgence de la coopération en matière de politique dans plusieurs des domaines susmentionnés. Les autorités chargées du développement agricole à un niveau supérieur semblent suffisamment sensibilisées à l'importance d'approches politiques communes permettant de résoudre les problèmes auxquels est confronté le secteur. Cependant, pour que leurs efforts d'harmonisation des politiques portent des fruits, sans entrave inopportune, il faudra également sensibiliser le grand public et l'associer à la mise en oeuvre des politiques à la base.

LISTE DES RESPONSABLES RENCONTRES

TANZANIE

M. J.R.Msaki, Economiste
Secteur extérieur
Commission de planification
Dar-es-Salaam

M. Wilberforce A. Mariki, Economiste
Division de la planification macroéconomique
Commission de la planification
Dar-es-Salaam

M. Shahid Najam, Représentant adjoint de la FAO
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Mission de la Banque mondiale
Dar-es-Salaam

M. Donald Sungusia, Spécialiste des services agricoles
Mission de la Banque mondiale
Dar-es-Salaam

M. Holdbrook Fleuret, Responsable de Projet
Agence pour le développement international
Dar-es-Salaam

Mme. Janet Bategeko, Haut Commissaire adjoint par intérim
Direction de la planification et de la commercialisation
Ministère de l'agriculture
Dar-es-Salaam

Mme. M.J. Simkanga, Economiste
Direction de la planification
Ministère de l'agriculture
Dar-es-Salaam

M. Dominic V. N. Kihoele, Directeur par intérim
Division de la foresterie et de l'apiculture
Ministère du tourisme des ressources naturelles
et de l'environnement

M. Harold S. Mongi, Directeur par intérim
Responsable principal des pêches,
Direction des pêches
Ministère du tourisme, des ressources naturelles
et de l'environnement
Dar-es-Salaam

M. Gabriel L. Komba, Haut Commissaire adjoint
Direction du développement de l'élevage
Ministère de l'agriculture
Dar-es-Salaam

M. Harold S. Mongi, Directeur par intérim
Responsable principal des pêches,
Direction des pêches
Ministère du tourisme, des ressources naturelles
et de l'environnement
Dar-es-Salaam

M. Gabriel L. Komba, Haut Commissaire adjoint
Direction du développement de l'élevage
Ministère de l'agriculture
Dar-es-Salaam

O U G A N D A

M. E. D. Olet, Haut Commissaire
Projet de rehabilitation forestière
Direction des eaux et forêts
Ministère des ressources naturelles
Kampala

M. Frederick W. Kigenyi, Haut Commissaire adjoint
Chargé de la foresterie
Direction des eaux et forêts
Ministère des ressources naturelles
Kampala

M. Charles H. Gashumba, Directeur par intérim
Secrétariat de l'agriculture
Banque de l'Ouganda
Kampala

M. J. W. K. Muhwezi, Responsable principal du commerce
extérieur, Ministère du commerce et de l'industrie
Kampala

M. Haguma Joe Willy, Directeur Financier
Direction de la coordination de l'aide
Ministère des finances, de l'économie et du plan
Kampala

M. J. C. Kasamunyu, Responsable OCDE
Ministère des finances, de l'économie et du plan
Kampala

M. John Okello, Economiste national
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Kampala

M. Bernhard P. Reufels, Directeur de programme
FAO
Kampala

M. Gary L. Bayer, Chef du Département
de l'agriculture et des ressources naturelles
USAID
Kampala

M. Tesema Negash, Directeur pour l'Ouganda
Programme alimentaire mondial (PAM)
Kampala

M. J. O. Y. Omoding, Haut Commissaire par intérim
Développement des ressources naturelles
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Jecco L. K. Isabime,
Haut Commissaire adjoint pour l'agriculture (Vulgarisation)
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Charles Tako
Haut Commissaire adjoint pour l'agriculture (Vulgarisations)
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Y. K. Dhamutodha
Haut Commissaire adjoint par intérim (Région Centre)
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Francis M. B. Mbuza, Haut Commissaire adjoint
Direction de la production animale
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Allan Mukungu, Economiste agricole principal
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Edward Mark Othieno, Economiste
Direction de la planification agricole
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

M. Lawrence Mwelesa, Agronome principal
Direction de la Protection phytosanitaire
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

Mme. Redemptor Kabyetsiza
Agent de liaison pour l'IGADD
Ministère de l'agriculture, des ressources animales
et de la pêche
Entebbe

DONNEES RELATIVES A LA SECURITE ALIMENTAIRE EN TANZANIE

| DOMAINE D'APPUI | TYPE | PROGRAMME D'ACTIVITES | SOLUTIONS |
|----------------------------------|-----------------------------|---|-----------|
| A. Production | Cultures vivrières | 1. Lutte contre les maladies du bananier | 5 |
| | | 2. Promotion des oléagineux comestibles | 5,1,7 |
| | | 3. Appui au développement de l'horticulture | 5,1,7 |
| | | 4. Développement du maïs | 5 |
| | | 5. Appui à la lutte contre les criquet migrants | 5 |
| | | 6. Appui au développement du paddy | 5,7 |
| | | 7. Appui au développement des légumineuses | 5,1 |
| | | 8. Appui au développement des racines et tubercules | 5,1,7 |
| | | 9. Appui au développement du sorgho et du mil | 5,1,7 |
| | Pêche | 10. Amélioration de la transformation du poisson | 4,1,7 |
| | | 11. Promotion de la pêche en eau profonde | 5,1,7 |
| | | 12. Redressement de l'industrie de filets de pêche industrielle | 5,7 |
| | Elevage | 13. Appui national à la santé animale | 5,1,7 |
| | | 14. Développement de la production laitière | 4,5,1,7 |
| | | 15. Projet de développement de l'élevage de porcs | 5,1,7 |
| | | 16. Plan d'aménagement des parcours et de gestion des eaux | 5,8,7 |
| B. Protection de l'environnement | Conservation des ressources | 1. Programme de reboisement communautaire | 1,8 |
| | | 2. Conservation des eaux et des sols | 8 |
| C. Infrastructure | Commercialisation | 1. Développement de la commercialisation du bétail | 2,7 |
| | | 2. Appui au commerce de gros des produits alimentaires | 2,7 |
| | Conservation | 3. Programme de conservation des céréales au niveau des ménages | 4,7 |
| | | 4. Appui à la conservation au niveau des villages | 4,7 |
| | Transport | 5. Extension de la voie ferrée d'Arusha à la zone des lacs | 3 |
| | | 6. Réhabilitation de l'infrastructure de transport | 3 |
| | | 7. Réhabilitation du réseau de ponts-bascules | 3 |
| | | 8. Réhabilitation des ports secondaires | 3 |
| | Ressources en eau | 9. Appui au développement de la fourniture d'eau en milieu rural | 1 |
| | | 10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants | 1,5,7 |
| D. Institutions | Imprévus | 1. Plans de secours en prévision des catastrophes | 6 |

| DOMAINE D'APPUI | TYPE | PROGRAMME D'ACTIVITES | SOLUTIONS |
|-----------------------------|--------------------------------|---|-----------|
| | Crédit | 2. Protection à moindre coût contre les inondations | 6 |
| | | 3. Programme de réinstallations des familles dans les zones sujettes à l'inondation | 6 |
| | | 4. Plan de gestion de R.S.C | 6 |
| | | 5. Plan d'appui au développement du crédit agricole | 7 |
| | | 6. Plan d'appui à la mobilisation de l'épargne des ménages | 7 |
| | | 7. Appui à la vulgarisation agricole | 5 |
| | Vulgarisation | 8. Appui à la vulgarisation de la charrue | 1,5,7 |
| | | 9. Déréglementation du transport | 2 |
| | Commercialisation des intrants | 10. Amélioration de la disponibilité des intrants | 5 |
| | | 11. Promotion du commerce du maïs à l'échelle régionale | 5,2,7 |
| | | 12. Amélioration du système d'information sur le marché | 2 |
| | | 13. Appui à la recherche agronomique | 5 |
| | | 14. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux | 5 |
| | Recherche | | |
| E. Secteur socio-économique | Ménages | 1. Formation en développement familial | 1 |
| | | 2. Promotion de meilleures pratiques mutuelles au niveau des ménages | 1 |
| | Création de revenus | 3. Promotion des cultures de rente | 1,7 |
| | | 4. Programmes de création d'emplois hors agriculture | 1 |
| | | 5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre | 1,7 |

Problèmes de sécurité alimentaire en Tanzanie et mesures pour y remédier
Objectifs : Une alimentation adéquate, stable accessible et saine pour tous les Tanzaniens

| 1. Insécurité alimentaire au niveau des groupes vulnérables et à faibles revenus | | | | |
|--|--|--|--|--|
| Problème | Pratiques nutritionnelles inadéquates au niveau des ménages | Volume de travail considérable des femmes | Manque de revenus financiers | Insuffisance de moyens - de conservations locaux |
| Causes directes | E4. Programmes de création d'emplois hors agriculture pour permettre l'achat de meilleurs aliments | C9. Appui au développement de la fourniture d'eau en milieu rural | E3. Promotion des cultures de rente | C3. Programme de conservation des céréales au niveau des ménages |
| | A3. Développement de l'horticulture | D8. Appui à la vulgarisation de la charrie | A14. Développement de la production laitière | C4. Appui à la conservation au niveau des villages |
| | A7. Appui au développement des légumineuses | E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre | E4. Programme de création d'emplois hors agriculture | |
| | | B1. Programme de reboisement communautaire | C10. Appui à l'irrigation à faible coût des niveaux des petits exploitants | |
| | | A9. Appui à la production du sorgho et du mil | A2. Appui à la production des oléagineux comestibles | |
| | | | | |

| 2. Système de commercialisation inefficace | | | | |
|---|--|---|--|--|
| Problème | Restrictions au niveau du transport terrestre | Manque d'informations commerciales | Restrictions au niveau des activités d'exportation | |
| Causes directes | C1. Promotion de la commercialisation du bétail | D9. Déréglementation du transport routier | D12. Amélioration du système sur le marché | |
| | C2. Appui au commerce de gros de produits alimentaires | | D11. Promotion du commerce régional du maïs | |
| 3. Réseau de transport peu développé | | | | |
| Problème | | | | |
| Causes | | | | |
| Actions directes | | | | |
| C5. Extension de la voie ferrée d'Arusha à la région des lacs | | | | |
| C6. Réhabilitation de l'infrastructure de transport | | | | |
| C7. Réhabilitation du réseau de ponts bascules | | | | |
| C8. Réhabilitation des ports secondaires | | | | |

| Problème | 4. Pertes après récoltes | |
|------------------|--------------------------------|--|
| Causes | Conservation locale inadéquate | Moyens de transformation insuffisants |
| Actions directes | C3. | Programme de conservation de céréales au niveau des ménages |
| | C4. | Appui à la conservation au niveau des villages |
| | | A10. Amélioration de la transformation du poisson A6. Appui au développement du paddy A14. Développement de la production laitière |

| Problème | 5. Etablissement d'une corrélation entre la demande et l'offre de produits alimentaires | | | |
|------------------|---|--|--|--|
| Causes | Lutte inadéquate contre les déprédateurs et les maladies | Faible productivité des ressources | Sous utilisation des ressources en irrigation | Chute de la production dans les zones récoltées |
| Actions directes | A1. Lutte contre les maladies du bananier A5. Appui à la lutte contre les insectes migrants A13. Appui national à la santé animale A4. Appui à la production du maïs A8. Appui à la production des racines et tubercules D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D13. Appui à la recherche agronomique | A2. Appui aux oléagineux comestibles A3. Développement de l'horticulture A4. Appui à la production du maïs A6. Appui au développement du paddy A7. Appui au développement des légumineuses A8. Appui au développement des racines et tubercules A9. Appui au développement du sorgho et du mil A11. Promotion de la pêche en eau profonde A12. Réhabilitation de l'industrie de fabrication de filet de pêche industrielle A13. Appui national à la santé animale A14. Développement de la production laitière A15. Projet de développement de l'élevage du porc A16. Plan de gestion des parcours et des points d'eau D7. Appui à la vulgarisation agricole D8. Appui à la vulgarisation de la charrue D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D13. Appui à la recherche agronomique D14. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux | C10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants A6. Appui au développement du paddy A3. Développement de l'horticulture | D11. Promotion du commerce régional du maïs D9. Déréglementation du transport |

| Problème | 6. Gestion inefficace des crises alimentaires | |
|------------------|--|--|
| Causes | Planification et coordination inadéquates | Lutte inadéquate contre l'inondation |
| Actions directes | D1. Plans de secours en prévision des catastrophes | D2. Protection à faible coût contre les inondations |
| | D4. Plan de gestion des réserves spéciales de céréales | D.4 Programme de réinstallation des familles dans les zones sujettes aux inondations |

| Problème | 7. Manque de crédit | |
|---|--|-----------------------|
| | Procédures d'administration de crédits imparfaites | Financement inadéquat |
| causes D5. Plan de développement du crédit agricole D6. Plan de mobilisation de l'épargne des ménages | <p>A2. Appui au développement des oléagineux comestibles</p> <p>A3. Développement de l'horticulture</p> <p>A6. Appui au développement du paddy</p> <p>A8. Appui au développement des racines et tubercules</p> <p>A9. Appui au développement du sorgho et du mil</p> <p>A10. Amélioration de la transformation du poisson</p> <p>A11. Promotion de la pêche en eau profonde</p> <p>A12. Réhabilitation de l'industrie de fabrication du filet de pêche industrielle</p> <p>A13. Appui national à la santé animale</p> <p>A14. Développement de la production laitière</p> <p>A15. Projection de développement de l'élevage du porc</p> <p>A16. Plan de gestion des parcours et des points d'eau</p> <p>C1. Développement du commerce de bétail</p> <p>C2. Appui au commerce de gros de produits alimentaires</p> <p>C3. Programme de conservation des céréales au niveau des ménages</p> <p>C4. Appui à la conservation au niveau des villages</p> <p>C10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants</p> <p>D8. Appui à la vulgarisation de la charrue</p> <p>D10. Amélioration de la disponibilité des intrants</p> <p>D6. Plan de mobilisation de l'épargne des ménages</p> <p>E3. Promotion des cultures de rente</p> <p>E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre</p> | |

| Problème | 8. Dégradation des ressources |
|----------|---|
| Causes | Planification et gestion inadéquates |
| | A16. Aménagement des parcours et gestion des points d'eau |
| | B1. Programme de reboisement communautaire |
| | B2. Conservation des sols et des eaux |

TRAIN DE MESURES ET PREALABLES

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|--|---|--|---|
| Lutte contre les maladies du bananier Formation Véhicules Importation de plasma germinatif | néant | D13. Appui à la recherche agronomique D7. Appui à la vulgarisation agricole D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D15. Programme d'appui au développement du crédit agricole | Néant |
| Appui aux oléagineux comestibles Crédit Recherche Formation | * Réforme du secteur financier * Libéralisation intérieure * Réhabilitation de l'infrastructure | D13. Appui à la recherche agronomique D7. Appui à la vulgarisation agricole D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D15. Programme d'appui au développement du crédit agricole E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| Développement de l'horticulture Crédit Réhabilitation Construction | | D13. Appui à la recherche agronomique D7. Appui à la vulgarisation agricole D10. Amélioration de la disponibilité des intrants C6. Réhabilitation de l'infrastructure de transport | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| Appui au développement du maïs Activités en cours Recherche | * Libéralisation intérieure * Libéralisation extérieure * Réhabilitation de l'infrastructure | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D13. Appui à la recherche agronomique D7. Appui à la vulgarisation agricole C2. Appui au commerce de gros des produits alimentaires D8. Appui à la vulgarisation de la charnie | D11. Promotion du commerce régional du maïs D4. Plan de gestion des réserves spéciales de céréales |
| Appui à la lutte contre les insectes migrants Activités en cours Formation Equipe | néant | D7. Appui à la vulgarisation agricole D10. Amélioration de la disponibilité des intrants | néant |

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|---------------------------------------|--|---|
| Appui au développement du paddy Crédit Activités en cours Véhicules | 1. Réforme du secteur financier | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants | néant |
| | 2. Libéralisation intérieure | D13. Appui à la recherche agronomique | |
| | 3. Libéralisation extérieure | D7. Appui à la vulgarisation agricole | |
| | 4. Réhabilitation de l'infrastructure | A5. Appui à la lutte contre les insectes migrants | |
| | | C10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants | |
| | | D8. Appui à la vulgarisation de la charrie | |
| Appui au développement des légumineuses Activités en cours Recherche Véhicules Equipement | | E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| | | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants | |
| | | D13. Appui à la recherche agronomique | |
| Appui au développement des racines et tubercules Crédit Matériel de culture | * Libéralisation intérieure | D7. Appui à la vulgarisation agricole | néant |
| | | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants | |
| | | D13. Appui à la recherche agronomique | |
| Appui au développement du sorgho et du mil Crédit Formation Véhicules | * Libéralisation intérieure | D7. Appui à la vulgarisation agricole | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| | 1. Réforme du secteur financier | A5. Lutte contre les insectes migrants | |
| | 2. Libéralisation intérieure | D14. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux | |
| Amélioration de la transformation du poisson Crédit Formation | 1. Réforme du secteur financier | D5. Appui au développement du crédit agricole | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| | | | |
| | | | |
| Promotion de la pêche en eau profonde Construction Crédit Engins | 1. Réforme du secteur financier | A12. Réhabilitation de l'industrie de fabrication de filet de pêche industrielle | néant |
| | | D5. Appui au développement du crédit agricole | |

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|--|---|---|
| Réhabilitation de l'industrie de fabrication du filet de pêche industrielle | 1. Réforme du secteur public 2. Réforme du secteur financier 3. Libéralisation extérieure | D5. Appui au développement du crédit agricole | néant |
| Réhabilitation Crédit Formation | | | |
| Appui national à la santé animale | * Réforme du secteur financier | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants | A16. Plan d'aménagement des parcours et de gestion des points d'eau |
| Réhabilitation Personnel Crédit Formation Véhicules | * Réforme du secteur public * Libéralisation intérieure | C1. Développement de la commercialisation du bétail D7. Appui à la vulgarisation agricole D5. Appui au développement du crédit agricole | A14. Développement de la production laitière A15. Projet de développement de l'élevage |
| Développement de la production laitière | | | |
| Réhabilitation Construction Crédit Véhicules Equipements | * Réforme du secteur financier | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants A13. Appui national à la santé animale C1. Développement de la commercialisation du bétail E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| Projet de développement de l'élevage du porc | | | |
| équipement crédit Véhicules | * Réforme du secteur financier | A13. Appui national à la santé animale D5. Appui au développement du crédit agricole | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| Plan d'aménagement des parcours et de gestion des points d'eau | * Libéralisation intérieure * Réhabilitation de l'infrastructure * Protection de l'environnement | A13. Appui national à la santé animale C1. Développement de la commercialisation du bétail D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D7. Appui à la vulgarisation agricole | B2. Conservation des sols et des eaux |
| équipement formation construction Véhicules crédit | | | |
| Programme de reboisement communautaire | * Protection de l'environnement | E1. Education des ménages | B2. Conservation des sols et des eaux |
| véhicules équipements Matériel personnel | | | |

CEA/GSY/MUL/C.I.E./III/06a
Annexe II
PAGE 9

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|--|--|---|
| Conservation des sols et des eaux formation équipement personnel | * Protection de l'environnement | E1. Education des ménages E4. Programmes de création d'emplois hors agriculture | E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'œuvre B1. Conservation des sols et des eaux A16. Plan d'aménagement des parcours et de gestion des points d'eau A4. Appui au développement du maïs |
| Développement de la commercialisation du bétail construction véhicules formation crédit | * Libéralisation intérieure * Réhabilitation de l'infrastructure | A13. Appui national à la santé animale D5. Appui au développement du crédit agricole | A16. Plan d'aménagement des parcours et de gestion des points d'eau A15. Projet de développement de l'élevage du porc |
| Appui au commerce de gros de produits alimentaires réhabilitation crédit | * Reforme du secteur financier * Libéralisation intérieure | D5. Appui au développement du crédit agricole D12. Amélioration du système d'information sur le marché | néant |
| Programme de conservation des céréales au niveau des ménages Véhicules crédit | * Reforme du secteur financier * Libéralisation intérieure | D5. Appui au développement du crédit agricole D10. Amélioration de la disponibilité des intrants E1. Education des ménages | RSC |
| Appui à la conservation au niveau des villages crédit véhicules formation | * Reforme du secteur financier * Libéralisation intérieure * Réforme des coopératives * Libéralisation extérieure | D5. Appui au développement du crédit agricole D10. Amélioration de la disponibilité des intrants E1. Education des ménages | RSC |
| Extension de la voie ferrée d'Arusha à la zone des lacs construction | néant | néant | D1. Plan de secours en prévision des catastrophes |

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|--------------------------------------|---|---|
| Réhabilitation de l'infrastructure de transport construction | * Réhabilitation d'infrastructure | C7. Réhabilitation du réseau de ponts bascules | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D4. Plan de gestion des RSC D11. Promotion du commerce régional du maïs |

| Programmes et actions | Préalables | Activités | Résultats |
|--|------------------------------|--|--|
| Réhabilitation du réseau des ponts-bascules Construction | néant | néant | C6. Réhabilitation de l'infrastructure de transport |
| Réhabilitation des ponts secondaires Construction | néant | néant | D1. Plan de secours en prévision des catastrophes D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D11. Promotion du Commerce régional du maïs |
| Appui au développement de la fourniture d'eau en milieu rural Construction Formation Véhicules | néant | E1. Education des ménages | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages |
| Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants Crédit Personnel Véhicules Formation Equipement | Réforme du secteur financier | D5. Appui au développement du crédit agricole E4. Programmes de création d'emplois hors agriculture | A6. Appui au développement du paddy A3. Développement de l'horticulture D3. Programme de réinstallation des familles dans les zones sujettes à l'inondation |

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|--|--|---|--|
| Plan de secours en prévision des catastrophes Personnel Formation Equipement | Réforme du secteur financier | D4. Plan de gestion des RSC D12. Amélioration du système d'information sur le marché D9. Déréglementation du transport | A6. Appui au développement du paddy A3. Développement de l'horticulture D3. Programme de réinstallation des familles dans les régions sujettes à l'inondation |
| Protection à faible coût contre les inondations Construction | néant | C10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants | néant |
| Programme de réinstallation des familles dans les régions sujettes à l'inondation Personnel Formation Véhicules | néant | C10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants D1. Plan de secours en prévision des catastrophes | néant |
| Plan de gestion des RSC Personnel Véhicules | néant | D1. Plan de secours en prévision des catastrophes D12. Amélioration du système d'information sur le marché | néant |
| Appui au développement du crédit agricole Personnel Formation Véhicules Equipement | * Réforme du secteur financier * Réforme des coopératives | néant | A2. Appui aux oléagineux comestibles A3. Développement de l'horticulture A6. Appui au développement du paddy A8. Appui au développement des racines et tubercules A10. Amélioration de la transformation du poisson A11. Promotion de la pêche en eau profonde A13. Appui national à la santé animale A14. Développement de la production laitière A15. Projet de développement de l'élevage du porc C2. Appui au commerce de gros de produits alimentaires C3. Programme de conservation des céréales au niveau des ménages C4. Appui à la conservation au niveau des villages C10. Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants D8. Appui à la vulgarisation de la charrue D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D4. Plan de gestion des RSC E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main-d'œuvre |

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|---|--|--|
| 1. Plan de mobilisation de l'épargne des ménages Formation Equipement Véhicules | Réforme du secteur financier Réforme des coopératives | D5. E1. Appui au développement du crédit agricole Education des ménages | D.5 Appui au développement du crédit agricole |
| 2. Appui à la vulgarisation agricole Véhicules Matériel | Libéralisation intérieure Réforme du secteur financier Réforme des coopératives | D14. D13. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux Appui à la recherche agronomique | A1. A2. A3. A4. A6. A7. A8. C3. C10. D8. E1. E3. Lutte contre les maladies du bananier Appui aux oléagineux comestibles Développement de l'horticulture Appui au développement du maïs Appui au développement du paddy Appui au développement des légumineuses Appui au développement des racines et tubercules Programme de conservation des céréales au niveau des ménages Appui à l'irrigation à faible coût au niveau des petits exploitants Appui à la vulgarisation de la charrue Education des ménages Promotion des cultures de rente |
| 3. Appui à la vulgarisation de la charrue Construction Formation Véhicules Crédit | Réforme du secteur financier | D5. D7. D10. D14. Appui au développement du crédit agricole Appui à la vulgarisation agricole Amélioration de la disponibilité des intrants Appui à la recherche sur les systèmes culturaux | néant |

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|---|---|--|
| Déréglementation du transport Politique | Libéralisation intérieure | néant | D1. Plan de secours en prévision des catastrophes C2. Appui au commerce de gros de produits alimentaires D11. Promotion du commerce régional du maïs D4. Plan de gestion des RSC |
| Amélioration de la disponibilité des intrants Véhicules Crédit Formation Construction | Réforme du secteur financier Réforme des coopératives Libéralisation intérieure | D5. Appui au développement du crédit agricole D14. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux D13. Appui à la recherche agronomique | D7. Appui à la vulgarisation agricole A1. Lutte contre les maladies du bananier A2. Appui aux oléagineux comestibles A3. Développement de l'horticulture A4. Appui au développement du maïs A5. Appui à la lutte contre les insectes migrants A6. Appui au développement du paddy A7. Appui au développement des légumineuses A8. Appui au développement des racines et tubercules A9. Appui au développement du sorgho et du mil A10. Amélioration de la transformation du poisson A11. Promotion de la pêche en eau profonde A12. Réhabilitation de l'industrie du filet de pêche industrielle A13. Appui national à la santé animale C1. Développement de la commercialisation du bétail E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main-d'œuvre |
| Promotion du commerce régional du maïs Politique | Libéralisation extérieure | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants C8. Réhabilitation des ports secondaires C6. Réhabilitation de l'infrastructure de transport | néant |
| Amélioration du système d'information sur le marché Equipe Formation Personnel | Libéralisation intérieure | C2. Appui au commerce de gros de produits alimentaires | D1. Plan de secours en prévision des catastrophes D4. Plan de gestion des RSC D11. Promotion du commerce régional du maïs |

| Tranches d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|---|---------------------------|---|--|
| Appui à la recherche agronomique Formation Activités en cours | Libéralisation intérieure | D14. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux | A1. Lutte contre les maladies du bananier A2. Appui aux oléagineux comestibles A3. Développement de l'horticulture A4. Appui au développement du maïs A6. Appui au développement du paddy A7. Appui au développement des légumineuses A8. Appui au développement des racines et tubercules A9. Appui au développement du sorgho et du mil D7. Appui à la vulgarisation agricole D8. Appui à la vulgarisation de la charrue D10. Amélioration de la disponibilité des intrants E3. Promotion des cultures de rente |
| Appui à la recherche sur les systèmes culturaux Personnel Formation Véhicules Equipement | néant | | D13. Appui à la recherche agronomique D7. Appui à la vulgarisation agricole A1. Lutte contre les maladies du bananier A2. Appui aux oléagineux comestibles A3. Développement de l'horticulture A4. Appui au développement du maïs A6. Appui au développement du paddy A7. Appui au développement des légumineuses A8. Appui au développement des racines et tubercules A9. Appui au développement du sorgho et du mil A16. Plan d'aménagement des parcours et de gestion des points d'eau D8. Appui à la vulgarisation de la charrue E3. Promotion des cultures de rente |
| Education des ménages Formation Véhicules | Réforme des coopératives | E2. Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages | D6. Plan de mobilisation de l'épargne des ménages |
| Promotion de meilleures pratiques nutritionnelles au niveau des ménages Personnel Equipement Véhicules | néant | E1. Education des ménages | néant |

CEA/GSY/MUL/C.I.E./III/06a
Annexe II
PAGE 15

| Programmes d'action | Préalables | Activités | Résultats |
|--|---------------------------|--|--|
| Promotion des cultures de rente Formation | Libéralisation intérieure | D10. Amélioration de la disponibilité des intrants D7. Appui à la vulgarisation agricole D13. Appui à la recherche agronomique D14. Appui à la recherche sur les systèmes culturaux | néant |
| Programmes de création d'emplois hors agriculture Politique | néant | néant | B1. Programme de reboisement communautaire C6. Réhabilitation de l'infrastructure de transport C9. Appui au développement de la fourniture d'eau en milieu rural E5. Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main-d'oeuvre |
| Promotion des petites et moyennes industries et des technologies à économie de main d'oeuvre Crédit Formation Véhicules | Libéralisation intérieure | D5. Appui au développement du crédit agricole E1. Education des ménages | A2. Appui aux oléagineux comestibles A9. Appui au développement de la fourniture d'eau en milieu rural A14. Développement de la production laitière D8. Appui à la vulgarisation de la charrue |

Projets en attente et en cours visant à renforcer
la coopération entre les Etats membres de l'Organisation
du bassin de la Kagera et entre ces états et d'autres pays voisins

TANZANIE

1. Appui institutionnel à la protection de la diversité biologique en Afrique de l'Est
2. Programme de coopération sous-régionale en vue de l'amélioration des ressources génétiques des espèces polyvalentes de bois
3. Lutte contre la jacinthe d'eau douce en Afrique de l'Est
4. Politiques et institutions de gestion des ressources en eau dans la région du lac Victoria
5. Centre de formation en industrie forestière des pays membres de la SADC
6. Recherche sur la gestion des pêcheries du lac Tanganyika
7. Système d'information pour le suivi et le planification des ressources en eau dans la région du lac Victoria
8. Etablissement de la cartographie du couvert forestier de l'Afrique de l'Est par télédétection
9. Système d'alerte rapide régional pour la sécurité alimentaire
10. Création d'un centre et d'un réseau d'étude de la commercialisation des produits agricoles au niveau du projet Afrique de l'Est et Afrique australe
11. Centre de formation du SADC pour la lutte contre la trypanosomiase animale
12. Amélioration des conditions phytosanitaires en Afrique de l'Est et en Afrique australe avec un accent sur les rongeurs
13. Lutte contre les tiques et les maladies du bétail transmises par la tique

OUGANDA

14. Appui au programme de sécurité alimentaire de la ZEP
15. Politiques et institutions de gestion des ressources en eau dans la région du lac Victoria
16. Système de gestion opérationnelle des ressources en eau dans les pays du bassin du Nil
17. Appui à la lutte contre la pneumonie bovine contagieuse
18. Lutte contre la mouche tsé-tsé dans le Sud-Ouest de l'Ouganda